

ASSEMBLÉE NATIONALE

JOURNAL OFFICIEL DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

XVII^e Législature

SESSION ORDINAIRE DE 2025-2026

3^e séance

Séance du mardi 14 octobre 2025

Compte rendu intégral



Les articles, amendements et annexes figurent dans le fascicule bleu ci-joint


**PREMIER
MINISTRE** Direction de l'information
légale et administrative
*Liberté
Égalité
Fraternité*

<http://www.assemblee-nationale.fr>

SOMMAIRE

PRÉSIDENTE DE MME YAËL BRAUN-PIVET

1. Cessez-le-feu à Gaza (p. 7731)

Mme la présidente

2. Prix Nobel (p. 7731)

Mme la présidente

3. Élection de deux députés (p. 7731)

Mme la présidente

4. Dépôt de motions de censure (p. 7731)

Mme la présidente

5. Déclaration du gouvernement et débat (p. 7731)

M. Sébastien Lecornu, Premier ministre

M. Laurent Wauquiez (DR)

Mme Cyrielle Chatelain (EcoS)

M. Marc Fesneau (Dem)

M. Paul Christophe (HOR)

M. Christophe Naegelen (LIOT)

M. Stéphane Peu (GDR)

M. Éric Ciotti (UDR)

M. Sébastien Chenu (RN)

M. Gabriel Attal (EPR)

Mme Mathilde Panot (LFI-NFP)

M. Boris Vallaud (SOC)

M. Raphaël Schellenberger (NI)

M. Sébastien Lecornu, Premier ministre

6. Ordre du jour de la prochaine séance (p. 7758)

COMPTE RENDU INTÉGRAL

PRÉSIDENTE DE MME YAËL BRAUN-PIVET

Mme la présidente. La séance est ouverte.

(La séance est ouverte à quinze heures.)

1

CESSEZ-LE-FEU À GAZA

Mme la présidente. En ouverture de cette séance, je tiens à saluer la conclusion d'un accord de cessez-le-feu à Gaza, au terme d'importants efforts de médiation internationaux, dont ceux de notre pays. Cet accord a d'ores et déjà permis la libération tant espérée de vingt otages détenus par le Hamas à Gaza. Il doit désormais permettre l'intensification massive des opérations humanitaires au profit de la population palestinienne, cruellement éprouvée par deux ans de guerre. Ces derniers développements positifs ravivent sans aucun doute une lueur d'espoir dans la région, l'espoir que cessent les souffrances, qu'advienne enfin une paix juste et durable à travers une solution à deux États garantissant la sécurité et la dignité de tous. *(Les députés et les membres du gouvernement se lèvent et applaudissent.)*

2

PRIX NOBEL

Mme la présidente. En votre nom à tous, je tiens à adresser les félicitations de la représentation nationale à nos deux compatriotes, M. Michel Devoret, lauréat du prix Nobel de physique 2025, et M. Philippe Aghion, lauréat du prix Nobel d'économie 2025. *(Les députés des groupes EPR, LFI-NFP, SOC, DR, EcoS, Dem, HOR, LIOT et GDR ainsi que les membres du gouvernement se lèvent et applaudissent. – Les députés des groupes RN et UDR applaudissent également.)*

3

ÉLECTION DE DEUX DÉPUTÉS

Mme la présidente. J'ai reçu, le 13 octobre 2025, une communication du ministre de l'intérieur m'informant que le 12 octobre ont été élus M. Pierre-Henri Carboneau, député de la première circonscription de Tarn-et-Garonne *(Les députés des groupes RN et UDR se lèvent et applaudissent)*, et Mme Nathalie Coggia, députée de la cinquième circonscription des Français établis hors de France. *(Les députés du groupe EPR se lèvent et applaudissent. – Plusieurs députés du*

groupe Dem applaudissent également.) Je suis heureuse, en votre nom à tous, de leur souhaiter la bienvenue à l'Assemblée nationale.

4

DÉPÔT DE MOTIONS DE CENSURE

Mme la présidente. J'ai pris acte, lundi 13 octobre 2025, du dépôt de deux motions de censure en application de l'article 49, alinéa 2, de la Constitution. L'une a été déposée à 8 h 13 par Mme Mathilde Panot et quatre-vingt-six députés. *(Applaudissements sur les bancs du groupe LFI-NFP et sur plusieurs bancs du groupe EcoS.)* L'autre a été déposée à 9 h 50 par Mme Marine Le Pen, M. Éric Ciotti et cinquante-six députés. *(Applaudissements sur les bancs des groupes RN et UDR.)*

La conférence des présidents a décidé ce matin que la discussion des deux motions de censure aurait lieu ce jeudi à 9 heures.

Un député du groupe RN. C'est bientôt la fin !

5

DÉCLARATION DU GOUVERNEMENT ET DÉBAT

Mme la présidente. L'ordre du jour appelle la déclaration du gouvernement, suivie d'un débat, en application de l'article 50-1 de la Constitution.

La parole est à M. le Premier ministre.

M. Sébastien Lecornu, Premier ministre. Il faut savoir tirer les bienfaits d'une crise. J'ai accepté la mission que m'a confiée le président de la République parce que la France doit avoir un budget, parce qu'il y a des mesures d'urgence à prendre, sans attendre. C'est un devoir. Je l'accomplirai, sous certaines conditions qui découlent, d'évidence, de la composition de cette assemblée.

Certains aimeraient voir cette crise parlementaire virer à la crise de régime.

Quelques députés du groupe EcoS. C'est déjà le cas !

M. Sébastien Lecornu, Premier ministre. Cela n'aura pas lieu, grâce aux institutions de la V^e République et à ses soutiens. Mais cette crise a des racines. D'autres crises sont palpables, profondes, entremêlées : crises sociale, économique, financière, écologique, climatique, culturelle, internationale.

Aux crises habituelles s'ajoutent les crises imprévisibles, comme celles du covid ou de l'énergie, sans oublier les guerres. En s'additionnant à certaines dépenses qui augmentent de manière automatique, elles expliquent pour l'essentiel la situation financière dans laquelle nous sommes.

M. Laurent Jacobelli. C'est totalement faux !

M. Sébastien Lecornu, Premier ministre. Là non plus, il ne faut rien oublier.

En vérité, plus qu'une crise, je crois que nous changeons de monde, ce qui crée des fractures tout aussi locales que mondiales et des bouleversements géopolitiques majeurs. Une révolution de même ampleur que la révolution industrielle remet tout en cause. Cette révolution digitale, sociétale, bouleverse notre façon de vivre : elle choque, elle effraie. Il y a le monde d'avant, il y a ce monde de demain. L'irruption de ce nouveau monde provoque mille conflits, mille raidissements. Nous vivons – et nous vivrons – dans une époque de crises. Soit on les subit, soit on les utilise. Soit on change, soit on sera changé. Le dédagisme, c'est cela.

M. Hadrien Clouet. Là, on change !

M. Sébastien Lecornu, Premier ministre. Ceux qui ne changent pas, ceux qui s'agrippent aux vieux réflexes et aux postures, disparaîtront. (*Rires et applaudissements sur plusieurs bancs des groupes RN et LFI-NFP.*)

M. Aurélien Le Coq. Ceux qui s'accrochent, c'est vous !

M. Sébastien Lecornu, Premier ministre. En politique comme en tout, en France comme ailleurs, le basculement du monde ne s'arrêtera pas.

Au fond, c'est la place de la France et des Français dans ce nouvel environnement qui est en jeu. Restera-t-elle parmi les pays dont la voix compte ? Restera-t-elle indépendante ? Le déclin n'est pas certain, le progrès non plus. Tout dépend de notre capacité à innover, en matière politique comme en matière sociale, économique ou scientifique.

Innover, c'est vrai pour le gouvernement. J'ai pris acte de cet impératif. Innover, c'est assumer des ruptures. Le monde n'attend pas. Dans la vraie vie, nos concitoyens – pas les statistiques – travaillent, s'inquiètent, attendent des solutions. J'ai proposé un gouvernement de mission, d'objectifs. Il n'agira qu'avec l'Assemblée nationale et le Sénat. À nous, au-delà des divergences, des écoles de pensée, des confrontations, de valoriser ce qu'il est possible de faire ensemble.

La défiance de nos concitoyens n'épargne personne. Ou bien la politique sert à quelque chose et les politiques trouvent des terrains d'entente ; ou bien ils ne les trouvent pas et la déception se répand autant que l'impuissance. Je vous propose d'avancer.

L'Assemblée, dans sa diversité et ses divisions, ressemble aux Français. Elle est le fruit du choix des Français. Elle traduit les doutes, peurs et espérances de millions de nos compatriotes. En un mot, cette assemblée n'a jamais été aussi représentative des Français. Il faut en tirer toutes les conséquences : jusqu'ici, on en a tiré essentiellement des conséquences négatives, on peut aussi en tirer des conséquences positives, il serait temps.

M. François Cormier-Bouligeon. Très bien !

M. Sébastien Lecornu, Premier ministre. Pour avancer, la première condition, élémentaire, est de pouvoir compter sur le soutien des députés qui défendent le besoin de stabilité. Je remercie toutes celles et ceux qui ont annoncé leur soutien.

J'ai proposé au président de la République un gouvernement pour donner un budget sérieux et fiable pour la France, utile et bon pour les Français, dans les trois mois. Ce gouvernement incarne le renouvellement, avec l'entrée d'experts

parmi les plus compétents de notre pays. (*Rires, exclamations et applaudissements ironiques sur les bancs des groupes RN, LFI-NFP, EcoS et UDR.*)

Chacun apporte une expérience incontestable. Je les en remercie : ils quittent des fonctions stables pour se frotter à une vie politique qui n'a pas toujours montré sa meilleure face ces derniers jours. Ils serviront le pays avec une nouvelle génération de parlementaires qui partagent l'envie d'avancer. Toutes et tous ont une feuille de route, tous ont conscience des difficultés.

Pour réussir à faire avancer notre pays avec une Assemblée nationale divisée, la seconde condition – que j'avais sans doute insuffisamment mesurée, je le reconnais devant vous – est de tenir le gouvernement le plus éloigné possible des divergences légitimes qui s'expriment à travers les partis politiques. Il est logique que chacun affirme ses convictions. Chacun pose ses lignes rouges, avec d'autant plus de force que des élections se profilent. C'est tout naturel.

Le gouvernement de la République assure la continuité de l'action de l'État et porte ses propres convictions, dans le respect de la diversité de ses membres, mais il doit incarner l'ouverture au débat et aux compromis. Qui recherche les points d'accord et d'action, plutôt que de cultiver les différences ? Parce que dans la situation du monde, marquée par une instabilité financière, militaire, économique, commerciale, migratoire et climatique, mieux vaut montrer une France unie qu'une France divisée.

C'est une évidence, qui est tellement évidente qu'elle disparaît, tant on se complait dans des querelles intérieures. Ce que je vous propose, c'est de trouver un chemin commun, malgré les divergences. Le gouvernement proposera, nous débattrons, vous voterez. Là encore, c'est une rupture. (*Rires, exclamations et applaudissements ironiques sur les bancs des groupes RN et LFI-NFP ainsi que sur quelques bancs du groupe EcoS.*)

La troisième condition, pour réussir cette mission, est de redonner du sens à la politique, pas par des mots mais par des actes, par une nouvelle pratique du pouvoir, qui doit amener plus de progrès pour nos concitoyennes et nos concitoyens.

Partager le pouvoir avec le Parlement, voilà incontestablement une rupture. Dans une assemblée divisée, un gouvernement, même en s'appuyant sur la majorité la plus relative, ne peut agir dans la durée sans tenir compte des oppositions. Ce n'est pas possible, ce n'est plus possible et, surtout, ce n'est pas souhaitable.

J'ai renoncé à utiliser l'article 49, alinéa 3, de la Constitution. C'est la garantie pour l'Assemblée nationale que le débat – notamment budgétaire, mais pas seulement, dans tous les domaines – vivra et ira jusqu'au bout, jusqu'au vote. Cette décision est forte de changements radicaux. (*Applaudissements sur les bancs des groupes EPR et Dem ainsi que sur quelques bancs des groupes DR et HOR.*)

M. Sébastien Chenu. C'est du pipeau !

M. Sébastien Lecornu, Premier ministre. « La légitimité démocratique, c'est une démocratie où le Parlement a un rôle politique » expliquait Michel Debré, père de notre Constitution, le Parlement et le gouvernement ayant « chacun une semblable importance dans la marche de l'État et assurant les moyens de résoudre les conflits qui sont, dans tout système démocratique, la rançon de la liberté ».

M. François Cormier-Bouligeon. Très bien !

M. Sébastien Lecornu, Premier ministre. La rançon de la liberté, pour reprendre ce terme, c'est la responsabilité. Le gouvernement présente le budget qu'il estime souhaitable. Le Parlement l'examine, le discute, le modifie. C'est sa liberté. Et sans 49.3, sans majorité absolue, le Parlement aura le dernier mot (*Mme Dieynaba Diop, M. Olivier Faure et M. Emmanuel Grégoire applaudissent*), c'est sa responsabilité et nous devons lui faire confiance; nous ne devons pas en avoir peur! (*Applaudissements sur les bancs des groupes EPR, Dem et HOR ainsi que sur quelques bancs du groupe DR.*)

Cela paraît de bon sens, c'est pourtant presque une révolution. À vous de saisir ce pouvoir qui est une chance, un bel exercice de responsabilité pour montrer à toutes celles, à tous ceux qui en doutent que la démocratie représentative n'est pas morte, que l'Assemblée nationale et le Sénat restent l'endroit du pouvoir de décision, du pouvoir d'agir. (*Applaudissements sur quelques bancs des groupes EPR, DR et Dem.*) Quel parlementaire dira à ses concitoyens qu'il ne veut pas discuter le budget de l'État, le budget social de la nation? N'est-ce pas le cœur même de la fonction parlementaire? La renonciation au 49.3 ôte tout prétexte à une censure préalable. N'est-ce pas d'ailleurs ce que réclamait une grande partie de cette assemblée? Je ne reprendrai pas ici les déclarations des uns et des autres.

Vous le demandiez: c'est fait. J'avais promis une rupture, elle en est une. Sur la fiscalité, sur le niveau des dépenses publiques, sur le déficit public, chaque parlementaire se prononcera. Les débats sur les moyens à allouer à l'écologie, la sécurité, l'éducation, le logement, les collectivités locales, la culture, l'agriculture, nos services publics, chaque parlementaire s'en saisira. (*Mme Christine Arrighi s'exclame.*) Cette fois, son vote dictera la copie finale. On verra la position de chacun sur la dette, les impôts, les dépenses, les économies. Chaque vote sera un acte.

Le budget sera donc au cœur du débat. Que contient ce budget initial? Une maîtrise des comptes publics qui réduira le déficit: dans la copie proposée par le gouvernement, ce dernier est ramené à 4,7 % du PIB après retrait de la suppression de deux jours fériés, contre 4,6 % auparavant. Je l'ai déjà annoncé, dans tous les cas de figure, à la fin de la discussion budgétaire, ce déficit devra être à moins de 5 % du PIB, car cet impératif de souveraineté s'impose à nous tous. Nous ne pouvons placer notre pays dans la dépendance durable de prêteurs étrangers et je ne serai pas le Premier ministre d'un dérapage des comptes publics. Aussi, dès 2025, nous aurons respecté les 5,4 % de déficit prévus par mon prédécesseur.

Le gouvernement proposera un projet qui, par essence, est perfectible. Il est urgent de continuer à dépenser moins. L'État a engagé une revue de ses dépenses. Des économies seront faites; il faudra désormais qu'elles s'inscrivent dans un cadre pluriannuel en s'appuyant sur une véritable réforme de l'État – j'y reviendrai dès demain devant le Sénat et devant vous dans les jours qui viennent. Concernant les dépenses de l'État, on peut faire beaucoup à la condition de repenser son action en profondeur, de réussir sa transformation numérique, de moderniser ses interventions et d'alléger considérablement certaines procédures qui ne sont plus explicables. Tout le monde prône la simplification, nombre d'acteurs dans le pays la réclament: une majorité d'idées dans les deux chambres est possible à ce sujet.

D'autres économies seront engagées en luttant plus rigoureusement contre les fraudes, qu'elles soient sociales ou fiscales. Là encore, c'est une question de justice. Trop d'argent public est gaspillé parce qu'on ne contrôle pas assez à quoi il sert. Un projet de loi contre les fraudes a

été déposé ce matin, en même temps que le budget de l'État et celui de la sécurité sociale. C'est la première fois. Vous pouvez vous en emparer. (*Applaudissements sur de nombreux bancs des groupes EPR, DR, Dem et HOR.*) Il y aura par ailleurs des baisses d'impôts pour les petites et moyennes entreprises, il y aura des hausses d'impôts ciblées et exceptionnelles pour certaines très grandes entreprises. Baisse d'impôts d'un côté, hausse de l'autre, afin de mieux répartir les efforts au sein des contribuables et garder une maîtrise de nos prélèvements obligatoires (*Exclamations sur quelques bancs du groupe RN*), qui sont déjà très élevés, pour financer notre modèle de redistribution au profit des plus modestes.

La fiscalité des très grandes fortunes, parmi nos compatriotes, a pu interpeller un certain nombre d'entre vous. Là aussi, il faut reconnaître qu'il peut y avoir des anomalies. Nous croyons que réussir par son travail est une bonne chose, nous voulons une société où il est bon de travailler, de réussir et d'innover. Nous voulons aussi être vigilants quant au consentement à l'impôt. Encadrer l'optimisation fiscale – en particulier celle qui passe par les holdings – est une première réponse. (*Applaudissements sur les bancs du groupe Dem ainsi que sur quelques bancs des groupes EPR et HOR.*)

Nous demanderons la création d'une contribution exceptionnelle des grandes fortunes dont nous proposons d'affecter le produit au financement des investissements du futur qui touchent à notre souveraineté, en matière d'infrastructures, de transition écologique ou de défense. Là encore, le débat parlementaire aura lieu. Il permettra à chacun de faire valoir ses arguments, en ne perdant jamais de vue que derrière la fiscalité se pose la question du consentement à l'impôt, de la confiance et de la justice. Le débat fiscal doit être aussi un débat sur l'emploi et la croissance, raison pour laquelle je ne suis pas favorable à ce que le patrimoine professionnel soit touché. (*Applaudissements sur quelques bancs des groupes EPR, DR, Dem et HOR.* – « Ben voyons! » sur quelques bancs du groupe LFI-NFP.)

Je ne détaillerai pas maintenant les mesures fiscales. J'ai ouvert le débat, sans tabou. Je vous exposerai moi-même, avec les ministres, les propositions que j'ai faites, les modifications que je soutiendrai et celles que je combattrai. Le gouvernement proposera, nous débattrons, vous voterez. Sans utilisation du 49.3, le gouvernement devra changer de méthode: il faudra des discussions préalables, des compromis, le souci du détail et ne jamais refuser la technicité et l'âpreté du débat. La loi se fera ici, pas à Bercy. (*Rires sur quelques bancs du groupe RN.*) Je montrerai l'exemple en portant ici même, dans les tout prochains jours, la discussion générale du budget de l'État et du budget de la sécurité sociale. Une fois de plus, le gouvernement proposera, nous débattrons, vous voterez. (*Applaudissements sur les bancs du groupe EPR ainsi que sur quelques bancs des groupes DR, Dem et HOR.*)

Mesdames et messieurs les parlementaires, je veux maintenant vous parler d'un sujet majeur qui a traversé notre pays, qui l'a parfois fracturé: le mérite, la dignité et le courage des travailleurs, la légitimité d'une bonne retraite.

La fierté d'être travailleur, c'est la fierté de nos entreprises, qui ne sont pas seulement l'affaire des patrons mais aussi celle de tous les salariés. C'est celle de notre industrie, de toutes nos industries, et de leurs filières: électronique, automobile, nucléaire, chimique, métallurgique, aéronautique, militaire.

M. Jean-Philippe Tanguy. Il n'en reste pas grand-chose!

Une députée du groupe EcoS. Et les aides-soignantes? Les AESH?

M. Sébastien Lecornu, Premier ministre. Cette fierté, c'est celle du goût de l'effort partout et pour tous. L'effort mérite reconnaissance et récompense.

M. Sylvain Maillard. Il a raison !

M. Sébastien Lecornu, Premier ministre. Le gouvernement sera du côté des travailleurs et de celles et ceux qui veulent travailler. Le travail est la condition indispensable de la croissance et du financement de notre modèle social. Il nous faut nous attaquer à deux problèmes majeurs. Les Français, quand ils travaillent, sont productifs ; en revanche, ils accèdent trop tard au travail et en sortent parfois trop tôt. Le deuxième problème est qualitatif : nous avons en proportion trop d'emplois de service moins rémunérés et pas assez d'emplois industriels qualifiés.

C'est la raison pour laquelle il est urgent d'accélérer la réindustrialisation de notre pays par l'investissement et l'innovation (*Applaudissements sur quelques bancs des groupes EPR, DR, Dem et HOR*) mais aussi par notre politique énergétique.

M. Sylvain Maillard. Très bien !

M. Hervé de Lépinau. Il n'y a plus d'industrie !

M. Sébastien Lecornu, Premier ministre. Nous croyons à la promotion interne, à l'ascenseur social. Je demanderai au ministre du travail et des solidarités d'engager dès cet automne des négociations par branche...

M. Jean-Philippe Tanguy. Ça fait trois ans !

M. Sébastien Lecornu, Premier ministre. ...pour développer des parcours permettant aux salariés en bas de l'échelle de devenir agent de maîtrise et cadre. (*Applaudissements sur quelques bancs des groupes EPR, DR, Dem et HOR.*) Le travail, le mérite, la volonté de progresser doivent être encouragés et récompensés. Comme le disait Gabriel Attal (*Exclamations sur les bancs du groupe RN.* – *Applaudissements sur quelques bancs du groupe EPR*) à cette tribune, on ne peut pas rester des années au smic sans perspective de progression.

Des nouveaux ministres sont arrivés avec de nouvelles idées. C'est d'ailleurs pour cette raison qu'ils sont là.

M. Jean-Philippe Tanguy. Ce n'est pas la bonne raison !

M. Sébastien Lecornu, Premier ministre. Le gouvernement présente un budget pour l'emploi, pour produire, pour que le travail paie. Nous soutiendrons la rémunération, le logement, la santé des travailleurs. Ce sera aussi un budget pour préserver l'outil de production, avec la reprise de la baisse de la CVAE, la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises, impôt qui pèse sur la production de nos petites et moyennes entreprises. (*Applaudissements sur quelques bancs des groupes EPR et HOR.*) Des propositions pour le pouvoir d'achat des travailleurs...

Une députée du groupe EcoS. Et les travailleuses ?

M. Sébastien Lecornu, Premier ministre. ...ont émergé ici même de plusieurs groupes parlementaires. Là aussi, toutes seront examinées. Toutes seront débattues et font actuellement l'objet d'un travail technique préalable des ministres compétents. Une fois encore, le gouvernement proposera, nous débattons, vous voterez.

Être auprès des travailleuses (« Ah ! » sur quelques bancs du groupe EcoS), des travailleurs, c'est aussi être auprès de celles et ceux qui ont travaillé toute leur vie et sont à la retraite. Nous respectons les travailleurs, donc nous respectons les retraités.

Je vis avec quelques convictions simples : qu'il faut garantir l'équilibre de notre système, qu'il faut le financer pour les générations futures, qu'il faut pour chacun une retraite digne et pérenne. Il y a moins de cotisants qu'avant et plus de retraités. Cela s'impose à nous, comme dans plusieurs pays européens, plus personne ne peut le nier. Mais je ressens aussi ce que la dernière réforme, pourtant nécessaire, a provoqué : des tensions, des inquiétudes, de la lassitude, parfois un sentiment d'injustice ou d'incompréhension, y compris – à tort ou à raison – dans sa dimension démocratique.

Le gouvernement est-il prêt à un nouveau débat sur l'avenir de notre système de retraite ? La réponse est oui : une réforme sociale, aussi nécessaire soit-elle, ne peut tenir que si elle est comprise et équitable. Cela reste un enjeu d'avenir. J'ai toujours indiqué que l'avenir de nos retraites serait au cœur de la prochaine campagne présidentielle. Mais nous devons entendre que ce débat est demandé dès maintenant par des forces politiques et syndicales légitimes. Paradoxalement, la période de quelques mois qui nous sépare de l'élection présidentielle peut être une chance pour avancer, y compris sur ce sujet difficile.

M. Erwan Balanant. Tout à fait !

M. Sébastien Lecornu, Premier ministre. J'ajoute que la plus grande richesse, pour notre pays, c'est la stabilité et l'aptitude à recréer la confiance entre les acteurs, notamment chez les partenaires sociaux. La maîtrise des comptes publics, la croissance, l'emploi, le renforcement de notre défense, la perspective de réformes utiles votées d'ici à 2027 reposent sur notre capacité collective à traduire en actes cette stabilité politique. La plus grande richesse du pays, c'est sa capacité collective à aller de l'avant. C'est pourquoi je proposerai au Parlement, dès cet automne, que nous suspendions la réforme de 2023 sur les retraites jusqu'à l'élection présidentielle. (*Applaudissements sur les bancs du groupe SOC et sur quelques bancs des groupes EPR et Dem.* – *M. Yannick Monnet applaudit également.*) Aucun relèvement de l'âge n'interviendra à partir de maintenant jusqu'à janvier 2028, comme l'avait précisément demandé la CFDT. En complément, la durée d'assurance sera elle aussi suspendue et restera à 170 trimestres jusqu'à janvier 2028. (*Applaudissements sur les bancs du groupe SOC.* – *Mme Violette Spillebout applaudit aussi.*) Je le dis très directement : suspendre pour suspendre n'a aucun sens.

M. Erwan Balanant. Aucun !

M. Sébastien Lecornu, Premier ministre. La suspension en préalable de rien serait irresponsable. Cette suspension doit installer la confiance nécessaire pour bâtir de nouvelles solutions. La suspension pour faire mieux est la solution, si chaque acteur sait en tirer quelque chose. (*Applaudissements sur quelques bancs des groupes EPR, DR, Dem et HOR.* – *M. Jérôme Guedj applaudit également.*)

Mesdames et messieurs les parlementaires, résumons. L'Assemblée voulait que je n'utilise pas le 49.3 : je m'y suis engagé. L'Assemblée voulait débattre à nouveau des retraites : elle en débattira et chaque parlementaire pourra défendre ses opinions. L'Assemblée voulait que le gouvernement suspende la réforme en attendant un débat, une solution, un vote. Je le fais, ce qui permettra d'éclairer le débat lors de la future élection présidentielle. Mais je veux être très clair : je n'endosserai pas n'importe quoi.

M. Jean-Philippe Tanguy. Mais si ! C'est trop tard !

M. Sébastien Lecornu, Premier ministre. Le coût de la suspension pour notre système de retraite est de 400 millions d'euros en 2026 et 1,8 milliard en 2027. Cette suspension profitera, à terme, à 3,5 millions de Français. (*Applaudissements sur quelques bancs du groupe*

SOC.) Elle devra donc être compensée financièrement, y compris par des mesures d'économie. (*Applaudissements sur les bancs des groupes EPR, DR, Dem et HOR. – M. Jérôme Guedj applaudit également.*) Elle ne pourra se faire au prix d'un déficit accru. J'ai pris des engagements, ceux que les oppositions demandaient. J'en prends un supplémentaire et il doit être entendu par chacun, y compris par nos prêteurs sur les marchés financiers : je n'endosserai pas un résultat qui mettrait en danger la crédibilité de notre pays,...

M. Éric Ciotti. C'est ce que vous faites !

M. Sébastien Lecornu, Premier ministre. ...encore moins notre système de retraite tout entier. Je fais des pas en avant, à chacun, aussi, d'en faire. (*Applaudissements sur les bancs des groupes EPR, DR, Dem et HOR.*)

Suspendre doit être une opportunité. Débattre de la question des retraites n'est pas seulement une équation financière, cela fait partie intégrante de notre contrat social et ce contrat a besoin, lui aussi, d'une refondation, d'innovations, de ruptures. (*Mme Justine Gruet et M. Erwan Balanant applaudissent.*) Ce gouvernement est prêt à renforcer le paritarisme, à faire confiance à la démocratie sociale. Une fois encore, suspendre la réforme n'a de sens que si c'est pour aller plus loin. Je propose, dans les prochaines semaines, d'organiser une conférence sur les retraites et le travail, en accord avec les partenaires sociaux. (*Exclamations sur divers bancs.*)

M. Sébastien Chenu. Un conclave !

M. Sébastien Lecornu, Premier ministre. Grâce à la suspension, cette conférence aura le temps de se prononcer avant l'élection présidentielle. Elle se posera la question de l'ensemble de la gestion de notre système de retraite. Certains veulent des systèmes par points, d'autres par capitalisation (*Applaudissements sur quelques bancs du groupe EPR*), d'autres veulent abandonner toute référence à l'âge. Ces propositions ne valent que si l'on sait qui est responsable. Aux partenaires sociaux de s'emparer ou non de cette responsabilité de gérer le régime. Ce serait revenir aux sources historiques de notre modèle de retraite, c'est d'ailleurs ce que font toujours nos voisins européens. Le gouvernement y est prêt.

J'ai confiance dans la démocratie sociale, confiance dans la démocratie parlementaire. (*Rires sur les bancs du groupe RN.*) Si la conférence conclut, le gouvernement le transposera dans la loi et le Parlement décidera. Sinon, il appartiendra aux candidats à l'élection présidentielle de faire leurs propositions et aux Français de les trancher. La conférence pourra rendre ses premières conclusions au printemps prochain.

Mais il y a aussi des urgences : comme s'y était engagé mon prédécesseur, j'ai inscrit dans le budget de la sécurité sociale une amélioration concernant les retraites des femmes. Là aussi, je pense que c'est consensuel, inutile d'attendre ! (*Applaudissements sur de nombreux bancs des groupes EPR, DR, Dem et HOR ainsi que sur plusieurs bancs du groupe SOC.*)

La conférence devra aborder d'autres sujets cruciaux comme l'attractivité de certains métiers indispensables, le travail pénible, l'usure au travail et les carrières longues. Voilà une discussion qui était bloquée depuis vingt-trois ans. (*Mêmes mouvements.*) Paradoxalement, la rupture, c'est de conclure. Là encore, le gouvernement proposera, nous débattons, vous voterez.

Je le dis sans détour : suspendre, ce n'est pas renoncer, ce n'est pas reculer, si nous savons utiliser ce temps avec intelligence et avec la volonté d'avancer. La cohésion sociale, l'unité du pays, donc sa stabilité, sont une force. La division, elle, a un coût. Chacun doit l'assumer.

Mesdames et messieurs les parlementaires, il faut un partage du pouvoir entre le gouvernement et l'Assemblée, un partage du pouvoir entre le gouvernement et les partenaires sociaux, un partage du pouvoir aussi avec les collectivités locales – pas pour faire plaisir aux élus locaux, dont je suis, mais pour être efficace, au service des Français. On le dit souvent, on le fait rarement.

Pour commencer, nous avons une urgence sensible : la situation de la Nouvelle-Calédonie. La fin de l'accord de Nouméa a laissé un vide institutionnel qu'il faut combler pour permettre la paix sur le Caillou. L'accord de Bougival permet un chemin de réconciliation. Il doit être transcrit dans la Constitution. Le gouvernement proposera ce texte avant la fin de l'année afin que les Calédoniens puissent être consultés au printemps 2026. C'est une urgence.

Mais ce serait une erreur de croire que la Nouvelle-Calédonie est un cas à part. La question des outre-mer se pose avec la même urgence. Un projet de loi concernant la vie chère est prêt. Il ne faut pas attendre. Certains territoires, aux Antilles et en Guyane notamment, réfléchissent par ailleurs à leur avenir institutionnel. Nous devons les accompagner. Un projet de loi constitutionnelle concernant la Corse, fruit de deux années de discussion, est également prêt. Rien ne serait pire pour l'État que de renier sa parole. (*Applaudissements sur quelques bancs des groupes SOC et LIOT.*) Là encore, l'Assemblée nationale et le Sénat débattent et trancheront.

Nos concitoyens veulent que le pouvoir soit proche d'eux, adapté aux réalités de terrain. Je proposerai donc en décembre un projet de loi pour renforcer le pouvoir local : seul ce nouvel acte de décentralisation permettra de réformer l'État de manière globale et d'améliorer le fonctionnement de tous nos services publics.

Qu'attend-on de l'État ? C'est la question centrale. La police, la justice, la sécurité, la défense, les relations internationales : dans ces domaines, les budgets ont augmenté depuis 2017 et continueront d'augmenter. L'État s'est renforcé parce que ce sont des missions que lui seul peut exercer. Pour le reste, quel doit être le niveau de décision local ? Qui est responsable de quoi ? Je proposerai un principe simple, celui de l'identification d'un seul responsable par politique publique. Il s'agira soit d'un ministre, soit d'un préfet, soit d'un élu. (*Applaudissements sur quelques bancs des groupes EPR, DR et Dem.*) Il ne faut pas décentraliser des compétences mais décentraliser des responsabilités, avec des moyens budgétaires et fiscaux et des libertés, y compris normatives. C'est aussi une formidable occasion de repenser complètement notre planification écologique et énergétique. Nous ferons des propositions précises sur le sujet.

Le gouvernement peut-il engager cette réforme dans les trois mois ? Vous vous dites que cela prendra du temps ? C'est précisément parce que cela prendra du temps qu'il faut engager cette réforme tout de suite. Sinon, elle sera reportée une fois de plus, et jusqu'à quand ? Au plus tôt dans deux ans, après l'élection présidentielle. Nous n'attendrons pas. Des majorités sur ce texte sont possibles dans les deux chambres. Le gouvernement proposera, nous débattons, vous voterez.

Mesdames et messieurs les députés, nous ne pouvons pas attendre, il y a urgence : urgence de tenir le calendrier d'adoption du budget et de voter le meilleur budget possible ; urgence de renforcer le dialogue social ; urgence, avant les élections municipales, de mieux répartir les compétences et de réformer l'État. Si les débats de cette assemblée débutent cette semaine, les discussions budgétaires permettront de répondre aux urgences pour la santé et l'accès aux soins avec France Santé, de défendre l'environnement et la sécurité, grâce à la loi de programmation militaire.

Il y a des urgences et des projets de loi sont prêts : pour les polices municipales et la sécurité du quotidien, pour le statut de l'élu. Des discussions sensibles doivent se poursuivre, notamment sur la fin de vie. Des combats doivent sans cesse être menés, contre le racisme, l'homophobie, l'antisémitisme, pour l'égalité entre les femmes et les hommes. (*Applaudissements sur quelques bancs des groupes EPR, SOC et Dem. – Mme Justine Gruet applaudit également.*)

La soif absolue de sécurité, de justice et de respect de la loi qu'éprouvent nos compatriotes doit être entendue sur chaque banc de cette assemblée. Les enjeux migratoires à venir, liés tant à la démographie, au réchauffement climatique qu'au terrorisme, sont un défi imminent qui ne peut être nié – j'y reviendrai, les ministres y reviendront.

À condition d'oser discuter, agir et avancer, tout cela, nous pouvons le faire ensemble dans les mois qui viennent si nous mettons fin à cette crise. Désormais, cela dépend de vous.

Je sais, je n'ai pas obéi à l'exercice de style habituel d'une déclaration de politique générale, recensant chaque domaine d'intervention de l'État, citant chacune des préoccupations de nos concitoyens dans leur travail, pour leur famille, leur village ou leur ville. Que personne ne se sente oublié : je pense sinon à tout – je n'en ai pas la prétention – en tout cas à toutes et à tous.

M. Aurélien Le Coq. Et le vote de confiance ?

M. Sébastien Lecornu, Premier ministre. Cela est facile : il me suffit de me sentir utile à mon pays. Et, je vous le dis avec toute ma conviction, avec tout ce que j'ai appris aussi au ministère des armées, les seuls qui se réjouiraient d'une crise, d'une panne budgétaire en France, ne sont pas les amis de la France. (*Applaudissements nourris sur les bancs des groupes EPR, DR, Dem, HOR et LIOT. – Applaudissements sur quelques bancs du groupe SOC.*) Qui, parmi les Français, se sentira mieux si la France se divise plus encore,...

M. Emeric Salmon. C'est vous qui la divisez !

M. Sébastien Lecornu, Premier ministre. ...si elle est plus faible, si elle repousse à plus tard les questions de fond et les questions d'urgence ? (*Exclamations sur les bancs des groupes RN et LFI-NFP.*)

Je ne vous ai pas fait un discours de politique général convenu. Je reviendrai ici pour expliquer la politique que le gouvernement entend mener sur les sujets fondamentaux. Je me suis engagé à revenir pour expliquer le budget, parce qu'il traduit une politique pour la France, mais je reviendrai aussi pour traiter les questions de sécurité, d'immigration, d'énergie, de transition écologique, d'éducation et du numérique (*Exclamations sur quelques bancs du groupe LFI-NFP*) : sur tout cela, nous ferons des propositions, nous débattons et, à la fin, vous voterez. (*Mme Mathilde Panot s'exclame.*)

Je ne vous ai pas non plus présenté un programme de long terme, car ce gouvernement est un gouvernement de mission. L'urgence est de redonner son sens à la politique, de

redonner confiance en la politique, de respecter les engagements de chacun, y compris ceux des oppositions. La vraie démocratie permet à celles et à ceux qui ne sont pas d'accord de travailler ensemble sans rien renier de leurs convictions. (*Vives exclamations sur quelques bancs du groupe LFI-NFP, suscitant des protestations sur plusieurs bancs des groupes EPR, DR et HOR.*) C'est ce qui se passe dans toutes les démocraties du monde et même dans tous les conseils municipaux de France. Osons : il suffit de faire un pas, c'est comme cela que l'on avance pour la France et pour les Français ! (*Les députés des groupes EPR, Dem et HOR ainsi que quelques députés des groupes LIOT et DR se lèvent et applaudissent. – Mmes Océane Godard, Céline Hervieu et Claudia Rouaux applaudissent aussi.*)

M. Hervé de Lépinau. Alors les Socialistes, vous allez être reconnaissants ?

Mme la présidente. La parole est à M. Laurent Wauquiez.

M. Laurent Wauquiez (DR). Monsieur le Premier ministre, vous prononcez votre discours de politique générale dans un moment de crise inédite sous la V^e République. Au cours des dix derniers jours, la politique française a donné le pire des spectacles, une image terrible... (*Rires et applaudissements ironiques sur les bancs des groupes RN, LFI-NFP, SOC, EcoS, GDR et UDR.*)

Mesdames et messieurs, ayez au moins l'élémentaire lucidité de vous dire que vous avez tous contribué à cette situation lamentable (*Applaudissements sur plusieurs bancs du groupe LR. – Nouveaux rires et exclamations sur les bancs des groupes RN, SOC et UDR*) dans laquelle la politique française s'est abîmée. Vous êtes ceux qui avez joué avec la censure et vous avez visiblement du mal à fait votre autocritique, ceux qui avez la volonté de tout faire tomber parce que vous y voyez votre intérêt (*Applaudissements sur quelques bancs du groupe DR*), ceux qui voulez que rien ne change alors que les Français aspirent à des ruptures. Vos rires sarcastiques sont l'illustration de votre incapacité à vous poser les bonnes questions ! (*Applaudissements sur les bancs du groupe DR. – Exclamations continues sur les bancs des groupes RN et UDR.*)

M. Emeric Salmon. Il est où, Retailleau ?

M. Laurent Wauquiez. Les Français regardent cela avec un mélange d'écœurement, de colère et d'inquiétude profonde – vous feriez bien de le comprendre, vous qui traitez la situation avec tant de légèreté... Ne vous y trompez pas : ils jugent avec sévérité ceux qui jouent avec leur inquiétude. (*Exclamations sur les bancs des groupes RN, LFI-NFP, SOC et GDR.*) Car nous sommes dans l'une des pires périodes d'instabilité qu'ait connues notre histoire, une période qui renvoie à ce moment de la III^e République, à la fin du XIX^e siècle, où les gouvernements duraient à peine quelques semaines – mais certains ici semblent s'en réjouir (*Exclamations sur plusieurs bancs du groupe LFI-NFP*) –, à ce moment aussi de la guerre d'Algérie où les gouvernements n'étaient pas capables de tenir tellement plus longtemps qu'aujourd'hui – certains ici ne devraient pas se réjouir d'un tel chaos.

Vous qui semblez si imperméables à l'inquiétude des Français, sachez qu'à l'époque, la France pouvait au moins compter sur une économie solide et prospère, qui protégeait nos compatriotes. (*Exclamations sur les bancs des groupes RN et LFI-NFP.*) Aujourd'hui, notre nation fait face à une triple crise : une crise politique – certains ici la nourrissent –, une crise économique – certains ici n'y semblent pas sensibles – et une crise géopolitique – notre nation danse au-dessus du volcan. (*Exclamations sur les bancs du groupe RN.*) Aucun d'entre nous, je l'espère, ne peut sincèrement s'en réjouir.

Et chacun d'entre nous, j'en suis sûr, quelles que soient nos différences politiques, aspire à ce que notre pays retrouve les chemins de l'intérêt général.

M. Jean-Philippe Tanguy. De l'élection !

M. Laurent Wauquiez. Il est urgent...

M. Antoine Villedieu. De ne pas s'accrocher à son siège !

M. Laurent Wauquiez. ...de tourner cette page catastrophique pour la politique française, ce qui suppose un effort de chacun. De fortes différences politiques existent-elles entre nous ?

M. Emeric Salmon. Entre Retailleau et vous, oui !

M. Laurent Wauquiez. C'est une évidence. Sommes-nous tous convaincus que, dans nos institutions, l'élection présidentielle est la seule qui soit fondatrice ? Évidemment. Ce moment de confrontation entre les différentes visions politiques viendra-t-il ? Tout le monde le sait. Entre-temps, une question nous est posée : voulons-nous tout détruire ou sommes-nous capables de faire des efforts les uns envers les autres ? (*Exclamations sur les bancs du groupe RN.*)

M. Jean-Philippe Tanguy. Ce sont les Français qui paient !

M. Laurent Wauquiez. Un an, juste un an, avant la campagne présidentielle, un an avant ce débat décisif sur les causes de notre impuissance et les moyens d'en sortir ! D'ici là, nous devons juste faire cet effort minimal qui consiste à trouver des compromis plutôt que de nous écharper, à discuter plutôt que de parier sur une énième élection par défaut. (*Applaudissements sur les bancs du groupe DR.*) Que chacun soit capable de ce petit effort, d'agir pour le moindre mal, dans cette période où le pire est possible et où nous devrions tous le redouter ! (*Mêmes mouvements.*)

M. Jean-Philippe Tanguy. Cent milliards d'impôts !

M. Laurent Wauquiez. Chers collègues, c'est cette lucidité que les Français attendent de nous. Ils nous disent : « Entendez-vous ! »

M. Jean-Philippe Tanguy. Ils te disent de partir !

M. Laurent Wauquiez. Ils nous disent : « Discutez, trouvez des solutions ! » J'en suis convaincu, ils jugent avec sévérité ceux qui nourrissent le chaos. (*Exclamations sur les bancs des groupes RN et LFI-NFP.*)

Ceux qui nous écoutent ne l'entendent pas mais, au moment où je parle, des personnes hurlent aux deux bouts de cet hémicycle, des personnes qui sont incapables d'écouter, de se respecter (*Applaudissements sur les bancs du groupe DR et sur plusieurs bancs du groupe EPR*), et qui continuent de nourrir une image lamentable de la politique française. (*Protestations sur les bancs du groupe RN.*)

M. Emeric Salmon. C'est toi qui es lamentable !

M. Laurent Wauquiez. Monsieur le Premier ministre, voilà la condition pour que votre gouvernement puisse agir. Certes, l'Assemblée nationale est divisée, mais cela n'empêche pas d'avancer. La France a réussi à le faire par le passé et bien des démocraties autour de nous y parviennent. Dans un climat de divisions politiques, il est possible de trouver des équilibres, sans prétendre tout faire et en se concentrant sur l'essentiel – vous l'avez rappelé dans votre discours.

Les gouvernements d'Antoine Pinay et de Pierre Mendès France y étaient parvenus, respectivement pour restaurer l'équilibre budgétaire et pour mettre fin aux guerres

coloniales. À l'époque, le pays a su avancer en dépit de son instabilité politique. Nous, députés de la Droite républicaine, sommes convaincus que c'est aujourd'hui notre responsabilité.

La position de notre groupe n'a pas changé depuis la dissolution de l'Assemblée nationale. Nous avons deux priorités.

Refuser d'abord – je l'assume, et quand je les écoute dans cet hémicycle, ma détermination n'en est que renforcée – que le gouvernement soit sous la coupe de La France insoumise et de la folie de l'extrême gauche, qui est le principal danger politique pour l'avenir de notre République. (*Exclamations et applaudissements sur les bancs du groupe RN. – Protestations sur les bancs du groupe EcoS.*)

Mme Dieynaba Diop. Et lutter contre l'extrême droite, ce n'est pas une priorité ?

M. Laurent Wauquiez. Ensuite, faire en sorte que la France ne soit pas bloquée.

Nous nous engageons, conscients des compromis nécessaires pour que des lois indispensables soient adoptées. Cette position, nous l'avons définie collectivement, avec nos députés et nos sénateurs. Nous ne censurerons pas un gouvernement *a priori*, et nous ne ferons pas partie de ceux qui feront tomber les premiers ministres. (*Applaudissements sur les bancs du groupe DR.*)

Cette position de la Droite républicaine n'a pas varié. La France a besoin d'un minimum de stabilité. La France a besoin d'un gouvernement. La France a besoin d'un budget. Pour ceux qui ici ne comprennent rien (*Exclamations sur les bancs du groupe RN*), notre priorité pour les semaines à venir sera simple : donner un budget à la France. (*Applaudissements sur les bancs du groupe DR.*)

Si nous continuons ainsi, il n'y aura pas de budget pour protéger les Français. Il faut dire les choses. Priver la France de budget, c'est aggraver notre déficit public, déjà le plus élevé de la zone euro. Priver la France de budget, c'est nous mettre dans la main des créanciers. Priver la France de budget, c'est le poison de l'incertitude. (*Protestations sur les bancs du groupe RN. – Exclamations sur les bancs du groupe LFI-NFP.*)

Les Français ne consomment plus, parce qu'ils sont inquiets. Les entreprises n'investissent plus, parce qu'elles sont inquiètes. Vous feriez bien d'écouter les commerçants et les artisans de ce pays ; ils nous disent tous que la situation n'a jamais été aussi difficile à cause de l'instabilité politique que certains nourrissent ici. (*Applaudissements sur les bancs des groupes DR, EPR et Dem.*)

M. Emeric Salmon. Ils nous disent que c'est à cause de vous !

M. Laurent Wauquiez. Priver la France de budget, c'est geler les moyens dédiés à l'hôpital, à la santé, et même à nos armées, dans un contexte géopolitique encore plus menaçant que celui de la guerre froide.

M. Jean-Philippe Tanguy. Vous baissez les crédits de l'armée ! Il ment ! (*Vives exclamations sur les bancs du groupe DR.*) Vous êtes des menteurs ! (*Mêmes mouvements. – Exclamations sur plusieurs bancs des groupes EPR et Dem.*)

Mme la présidente. Monsieur Tanguy, s'il vous plaît !

M. Laurent Wauquiez. Il y a un peu de tension dans l'hémicycle – ceux qui nous suivent ne le voient pas – parce que certains se comportent n'importe comment. C'est regrettable.

Monsieur le Premier ministre, je me permets de rappeler ici quelques évidences. Le sujet n'est pas d'augmenter les impôts dans un pays qui détient le record du monde du niveau de fiscalité; le sujet est de les baisser.

M. Hervé de Lépinou. Vingt milliards d'euros en plus!

M. Laurent Wauquiez. Le sujet n'est pas d'augmenter la dépense dans un pays qui détient le record du monde des dépenses publiques; le sujet est de baisser la dépense.

Pour que les choses soient plus claires: ce n'est pas aux Français qui travaillent et qui ont travaillé toute leur vie de faire des efforts, c'est à l'État de faire des efforts, notamment en luttant contre la bureaucratie administrative et la dépense improductive. (*Applaudissements sur les bancs du groupe DR.*)

Vous avez envoyé de premiers signaux symboliques; il faudra aller plus loin.

Vous connaissez nos convictions, il faut supprimer toutes les agences qui coûtent tant et qui ne servent à rien. Vous connaissez nos convictions, il faut mettre un terme à la politique des chèques gouvernementaux. Vous connaissez nos convictions, il faut rétablir la bonne gestion de nos services publics en faisant confiance aux acteurs de terrain au lieu de tout rendre si compliqué.

Croyez-moi, c'est possible: en Auvergne Rhône-Alpes nous avons baissé de 15 % les dépenses de fonctionnement sans alourdir la dette ni augmenter la moindre taxe. (*Exclamations sur les bancs des groupes RN et LFI-NFP.*)

Ce sera le combat de la Droite républicaine dans ce débat budgétaire. Nous ne laisserons pas la gauche et La France insoumise imposer un budget contraire aux intérêts du pays. Nous investirons le débat budgétaire pour faire valoir nos convictions et nos propositions.

M. Hervé de Lépinou. C'est un budget socialiste!

M. Laurent Wauquiez. Les aspirations des Français sont beaucoup plus simples que ne le sont les fractures politiques dans cet hémicycle: revaloriser le travail, rétablir l'ordre, arrêter l'immigration incontrôlée.

Je souhaite revenir sur un sujet fondamental pour les députés de la Droite républicaine: arrêter l'assistanat et revaloriser le travail. (*Applaudissements sur les bancs du groupe DR.*)

La plus grande injustice en France est que le travail ne paie pas. Si un employeur veut augmenter de 100 euros le salaire d'un employé rémunéré au smic, il doit mettre 500 euros sur la table.

Pour un employé dont le salaire brut s'élève à 3 000 euros, l'employeur devra payer 4 000 euros, alors que le salarié ne touchera que 2 200 euros après déduction des taxes et des charges. Dans le même temps – on le dit trop peu souvent –, un couple avec trois enfants touche 2 300 euros d'aides sociales nettes d'impôts et de charges.

Eh bien, mes amis, il faut le dire: ce n'est pas juste. Ce n'est pas juste parce qu'aucune société ne peut tenir sans le ciment de justice élémentaire qu'est la récompense du travail, de l'effort et du mérite. (*Applaudissements sur les bancs du groupe DR.*) Cela a toujours été notre combat avec les députés du groupe de la Droite républicaine: garder le social, arrêter l'assistanat, revaloriser le travail.

Notre engagement – et il sera fondamental que la Droite républicaine soit écoutée – ce sera d'abord l'instauration d'une allocation sociale unique permettant de plafonner les

aides sociales à 70 % du smic, pour qu'on ne gagne pas plus d'argent en restant chez soi qu'en allant travailler: c'est la justice. (*Applaudissements sur les bancs du groupe DR.*)

L'autre combat de la Droite républicaine est qu'un signal soit envoyé à la France avec la défiscalisation des heures supplémentaires: zéro impôt et zéro charge. Ainsi sortira-t-on de ce qui est tellement décourageant pour ceux qui se donnent du mal: travailler pour payer plus et pour perdre des aides. (*Applaudissements sur quelques bancs du groupe DR.*)

Enfin, vous l'avez dit, monsieur le Premier ministre, il faut évidemment s'attaquer à l'ultraviolence et à l'immigration hors de contrôle. Cela suppose de réarmer notre droit, de mettre une sanction en face de chaque infraction, de rétablir l'autorité de la loi, de rétablir l'autorité de la frontière, de rétablir l'autorité de notre mode de vie. C'est cette politique, qu'ont engagée aussi bien les sociaux-démocrates danois que la droite italienne, qu'attendent les Français. Dans ces combats prioritaires, vous nous trouverez à vos côtés.

Ensuite, viendra le débat présidentiel,...

Un député du groupe RN. Ce sera sans toi!

M. Laurent Wauquiez. ...celui qui permettra enfin d'enclencher la profonde reconstruction de notre pays. Nous sommes convaincus que la France a besoin d'un redressement de droite – clairement de droite –, avec un objectif: sortir du régime de l'impuissance notre V^e République, aujourd'hui dénaturée, dont il faut retrouver l'esprit et l'efficacité des origines. Ce qui menace notre pays, c'est de glisser toujours plus vite sur la pente de la décadence.

Pour surmonter une crise de régime, notre pays n'a toujours suivi que deux chemins. Le premier, c'est la tentative de tout renverser. Nous l'avons parfois suivi dans notre histoire, et nous savons à quels tourments la passion de la destruction a souvent condamné l'avenir de la France. L'autre chemin, c'est celui dessiné par le général de Gaulle en 1958, lui qui avait compris que la volonté de tout détruire était avant tout un aveu de résignation, lui qui avait compris que le courage consistait à tout rebâtir et non pas à tout détruire, que le pire des dangers était le désordre – ce qu'il appelait la chienlit – dans un pays où la guerre civile est toujours une menace. Comme le disait Georges Pompidou, il faut rebâtir en sachant ce qu'on veut rebâtir et ce qui en vaut la peine; changer ce qu'il faut pour préserver ce qui vaut. C'est ce changement qu'il faudra préparer, avec tous ceux qui auront alors à cœur le sursaut français. (*Les députés du groupe DR se lèvent et applaudissent. – Applaudissements sur plusieurs bancs du groupe EPR et sur quelques bancs du groupe Dem.*)

Mme la présidente. La parole est à Mme Cyrielle Chatelain.

Mme Cyrielle Chatelain (EcoS). Monsieur le Premier ministre, vous avez déjà réussi une chose, puisque vous avez prononcé la déclaration de politique générale la plus attendue depuis 2022. Vous avez dit avoir fait un discours inhabituel; ma réponse le sera tout autant, puisque je ne m'en tiendrai pas à mon discours écrit mais vous répondrai directement.

Vous avez parlé d'innovation démocratique pour désigner le fait de laisser le Parlement débattre et voter. Que le simple respect du vote soit vu comme une innovation démocratique, c'est dire à quel point nous sommes habitués à voir notre démocratie malmenée! (*Applaudissements sur les bancs des groupes EcoS, LFI-NFP, SOC et GDR.*)

Vous avez souhaité que nos échanges portent sur le contenu des politiques publiques, c'est donc par cela que je commencerai. Dans votre discours, vous avez fait le choix de ne pas embrasser tous les sujets, je le comprends, mais l'écologiste que je suis ne peut qu'être inquiète que l'environnement et la biodiversité ne soient pas au cœur des priorités. *(Applaudissements sur les bancs des groupes EcoS, LFI-NFP et GDR. – Mme Fatih Keloua Hachi applaudit aussi. – M. le Premier ministre fait un geste de dénégation.)*

Mais si, et c'est une source de regret ! Vous savez combien les inondations, les vagues de chaleur et les morts qu'elles entraînent affectent nos concitoyens au quotidien. Ne pas agir fermement contre le réchauffement climatique, c'est laisser prospérer ces calamités environnementales. *(Applaudissements sur les bancs du groupe EcoS. – M. Marcellin Nadeau applaudit également.)*

Mon inquiétude tient aussi à tout ce que vous n'avez pas dit pour ne pas froisser certains de vos partenaires peu fiables. Lorsque j'entends Laurent Wauquiez à cette tribune prononcer des mots durs, inacceptables, sur l'immigration, je me demande où ils vont vous mener. Sur cette question, céderez-vous, comme l'ont fait vos prédécesseurs, à vos partenaires des Républicains ? Alors que l'extrême droite monte, je suis profondément inquiète à l'idée de voir le gouvernement s'allier avec un parti dont le chef dit que la différence entre la droite et l'extrême droite est la même qu'entre une pensée et une arrière-pensée. *(Applaudissements sur les bancs des groupes EcoS, LFI-NFP et GDR.)*

Monsieur le Premier ministre, allez-vous vous laisser entraîner par vos partenaires sur ces questions relatives à l'État de droit ?

Vous l'avez dit, l'Assemblée nationale demandait plusieurs choses. Nous, les Écologistes, demandions des garanties sur les sujets environnementaux ; nous n'en avons pas obtenu.

Nous avons également des exigences en matière de justice sociale. Sur ce point, je commencerai par la question, tant attendue, des retraites. Rappelons ce dont il s'agit : nous parlons d'une réforme imposée par 49.3, que Michel Barnier, alors Premier ministre, a maintenue coûte que coûte et que vos soutiens, par leur obstruction parlementaire, ont refusé d'abroger. Cette réforme – et le conclave sur les retraites – a aussi servi d'alibi pour maintenir le gouvernement de François Bayrou. Aujourd'hui, elle devient un élément de marchandage pour maintenir votre gouvernement. La réforme des retraites est une faute originelle ; elle est désormais, je l'avoue avec étonnement, l'assurance-vie des macronistes. *(Applaudissements sur les bancs du groupe EcoS.)*

Si notre assemblée peut voter, nous voterons la suspension de la réforme des retraites, car il est préférable de l'empêcher de produire ses effets pendant un an et demi que de la voir perdurer. Ce vote est donc une première étape. *(Applaudissements sur quelques bancs du groupe SOC.)*

La suite se jouera au moment de l'élection présidentielle. Si nous ne voulons pas que cette réforme entre de nouveau en vigueur à compter du 1^{er} janvier 2028 et si nous souhaitons son abrogation définitive, il nous faudra alors élire un président de la République de gauche et écologiste. *(Applaudissements sur les bancs des groupes EcoS, SOC et GDR.)*

La réforme des retraites a déjà commencé à produire une partie de ses méfaits. Depuis quinze jours, l'âge de départ a été porté à 62 ans et 9 mois, et la durée de cotisation à 170 trimestres. Le vote à venir ne suspendra cette réforme que pour un an et demi ; en l'absence d'un nouveau vote

après l'élection présidentielle, cette réforme reprendra son cours extrêmement néfaste. Vous proposez certes une suspension, mais il ne s'agit justement que d'une suspension, alors même que cette réforme n'a aucun socle politique : ce n'est pas suffisant. *(Exclamations sur les bancs des groupes EPR et Dem.)*

Ensuite, le projet de budget est bien faible sur la question des ultrariches. Nous avons entendu vos partenaires parler de justice. Mais où est la justice quand des dynasties, à l'instar de la famille Arnault, des Hermès, Wertheimer, Bettencourt ou encore Saadé, font des profits outrageux qu'ils soustraient à l'impôt ? *(Applaudissements sur les bancs des groupes EcoS et LFI-NFP.)*

Leur patrimoine boursier a progressé de 400 % en six ans ; les voilà qui s'engraissent tandis que les gens n'arrivent plus à vivre de leur salaire. *(Exclamations sur divers bancs.)*

Oui, cela me prend aux tripes !

Monsieur le Premier ministre, vous avez dit respecter cette assemblée. Or la taxe Zucman y a été votée, grâce à mes collègues Clémentine Autain et Eva Sas. *(Applaudissements sur les bancs des groupes EcoS et GDR. – M. Carlos Martens Bilongo applaudit également.)* Cette taxe, qui pouvait rapporter 20 milliards d'euros, rétablir un peu de justice et d'équilibre, faire à nouveau contribuer les ultrariches au pot commun, ne figure pas dans le projet de loi de finances. À la place, celui-ci prévoit une taxe sur les holdings financières pleine de trous, qui épargne 95 % du patrimoine des ultrariches.

Vous continuerez sans aucun doute la politique de l'offre. Cette politique coûteuse – 10 milliards ont été distribués aux entreprises sans aucune contrepartie – accroît les profits et non les emplois. Cette politique, menée en particulier depuis 2017 et défendue coûte que coûte par le président de la République, a dilapidé de l'argent sans rien apporter. Prenons deux exemples : Sanofi, qui a touché 1 milliard d'euros de crédit d'impôt recherche (CIR) en dix ans, a supprimé 3 500 emplois dans la recherche. Carrefour a bénéficié d'un allègement de cotisations de 1,5 milliard ; dans le même temps, ses effectifs en France sont passés de 112 000 à 75 000 salariés. Voilà beaucoup d'argent dépensé et bien peu d'emplois créés ! *(Applaudissements sur quelques bancs du groupe EcoS. – M. Marcellin Nadeau applaudit également.)* Vous continuerez cette politique, qui a creusé les déficits, et ce sont les Français qui vont payer.

Dans votre discours de politique générale, vous n'avez pas mentionné plusieurs mesures qui figurent dans les projets de loi de finances et de financement de la sécurité sociale que vous avez présentés : le gel des prestations sociales, notamment des pensions de retraite,...

M. Pierre Cordier. Et les jours fériés, on en parle ?

Mme Cyrielle Chatelain. ...la sous-indexation des retraites de 0,4 point par rapport à l'inflation jusqu'en 2030 – bien après la suspension de la réforme des retraites –, la limitation de la durée du premier arrêt maladie prescrit, l'augmentation des franchises médicales. Ce que vous ne dites pas, monsieur le Premier ministre, c'est que si vous êtes prêt à discuter de tout, vous avez quand même réaffirmé une trajectoire très claire, celle de l'austérité, que vous cachez derrière la maîtrise des dépenses publiques et le refus d'augmenter les impôts pour les plus riches. *(Applaudissements sur les bancs du groupe EcoS et sur quelques bancs du groupe LFI-NFP.)* La fameuse réforme de l'État que vous avez évoquée signifie une nouvelle

réduction du nombre de professeurs et de médecins. (*Applaudissements sur plusieurs bancs du groupe EcoS.*) Voilà la réalité derrière votre novlangue macroniste.

Monsieur le Premier ministre, il y a les questions de fond et il y a les questions démocratiques. Nous avons eu des débats au sein du groupe Écologiste et social. S'agissant de la censure, notre vote n'était pas évident. Vous l'avez vu, nous sommes profondément opposés aux orientations de votre gouvernement, mais comme vous l'avez dit, dans une assemblée, nous devons savoir travailler ensemble tout en étant opposés.

M. Pierre Cordier. Très bien !

Mme Cyrielle Chatelain. Pourtant, le groupe Écologiste et social votera la censure, non seulement parce que nous sommes opposés à votre politique, mais aussi parce que nous refusons d'assister sans réagir à l'accapement du pouvoir par Emmanuel Macron. (*Applaudissements sur les bancs des groupes EcoS et LFI-NFP. – M. Marcellin Nadeau applaudit également.*) Monsieur le Premier ministre, vous devez le reconnaître. Regardez autour de vous : il est loin le temps où les soutiens du président de la République occupaient 361 sièges ; aujourd'hui, deux groupes parlementaires, affaiblis en nombre, le soutiennent. Le groupe Horizons & indépendants fait certes partie votre majorité, mais demande une présidentielle anticipée – le départ d'un président détesté. Les Républicains vous ont forcé, par un tweet de leur chef, à démissionner. Pouvez-vous vraiment compter sur eux ? (*Exclamations sur les bancs des groupes EPR et Dem.*)

Votre socle parlementaire est fragile, en décomposition, affaibli et minoritaire.

M. Erwan Balanant. Vous n'êtes pas majoritaires non plus !

Mme Cyrielle Chatelain. Vous avez réussi une seule chose : nommer à votre gouvernement des visages jusqu'alors inconnus, laissant l'espoir, vous l'avez dit, qu'ils seraient détachés des partis.

M. Benjamin Lucas-Lundy. Détachés des électeurs !

Mme Cyrielle Chatelain. C'est non pas un gouvernement détaché des partis que vous avez constitué, mais un gouvernement subordonné à Emmanuel Macron. (*Applaudissements sur les bancs du groupe EcoS.*) Derrière la façade, celui-ci comprend des ex-conseillers présidentiels, des proches de Jean-Michel Blanquer, un ancien secrétaire d'État auprès de Christophe Castaner et de nombreux fidèles du président de la République. (*Exclamations sur les bancs du groupe DR.*)

Nous refusons cette mascarade qui consiste à dire qu'on a tout changé pour ne rien changer, d'autant que le prix en est élevé : c'est l'affaiblissement du fondement le plus précieux de notre République, à savoir la confiance des citoyens envers celles et ceux qu'ils ont élus pour les représenter. Cette confiance, vous le sentez, s'affaiblit. À force, elle est presque en train de disparaître, parce qu'il y a les mots et il y a les actes. Faute de temps, je ne reviens pas sur les précédents – certes, vous n'étiez pas alors Premier ministre.

Vous êtes gaulliste et vous avez cité le discours de Bayeux. Je suis donc allée lire ce discours, dans lequel figure cette phrase du général de Gaulle : « Le trouble dans l'État a pour conséquence inéluctable la désaffection des citoyens à l'égard des institutions. Il suffit alors d'une occasion pour faire apparaître la menace de la dictature. »

Nous n'en sommes pas là, mais aujourd'hui, le trouble de l'État, c'est vous. C'est le refus d'Emmanuel Macron de lâcher les rênes du pouvoir. (*Applaudissements prolongés sur*

les bancs du groupe EcoS, dont plusieurs députés se lèvent, ainsi que sur plusieurs bancs du groupe LFI-NFP et sur quelques bancs des groupes SOC et GDR.) C'est l'imposition de la volonté d'une minorité à la majorité du peuple français. Au moment où nous faisons face à une internationale réactionnaire, nous ne pouvons pas accepter, même sous des formes mondaines, même avec un discours bien posé, un accapement du pouvoir. La décision du peuple doit toujours primer. (*Applaudissements sur les bancs du groupe EcoS, dont les députés se lèvent, ainsi que sur les bancs du groupe LFI-NFP et sur plusieurs bancs du groupe SOC et GDR.*)

Mme la présidente. La parole est à M. Marc Fesneau.

M. Marc Fesneau (Dem). Nous sommes ici par la seule volonté des Français. Ils ont voté, il y a seulement un an, et cette assemblée nationale est issue de leur vote, souverain. Ils ne l'ont pas fait contre leur gré ou à la légère. Ils l'ont fait en pleine conscience, comme en témoigne le taux de participation inégalé depuis des décennies. Ils l'ont fait pour envoyer deux messages, que cela plaise ou non à certains ici. Ils ont d'abord dit : « Nous ne voulons pas de l'extrême droite au pouvoir. » (*Applaudissements sur les bancs du groupe Dem et sur plusieurs bancs du groupe EPR.*) Ils ont dit aussi : « Vous avez tous échoué à nous convaincre – ceux qui sont en place depuis 2017 comme ceux qui aspirent à gouverner. » Ils nous ont donc dit : « Entendez-vous pour faire mieux. » (*Applaudissements sur les bancs du groupe Dem et sur quelques bancs du groupe EPR.*)

Cela ne satisfait personne mais cela s'impose à nous tous. Or j'entends ceux qui réclament à longueur de tribune de faire revoter les Français, espérant à chaque fois que ce vote leur sera favorable – et qui, dans le cas contraire, continueront de le remettre en cause. (*Applaudissements sur quelques bancs du groupe Dem.*)

Voici qu'à leur tour, les députés du Rassemblement national joignent leurs voix à celles de La France insoumise, dans une forme de réflexe pavlovien, sautant sur leurs fauteuils tels des cabris, répétant « censure, censure, censure », comme seule réponse aux maux du pays. (*Applaudissements sur les bancs du groupe Dem ainsi que sur plusieurs bancs des groupes EPR et HOR. – Exclamations sur les bancs du groupe LFI-NFP.*) Abandonnant la stratégie de la cravate pour celle de la cravache, ils dévoilent ainsi leur vrai visage et deviennent les mêmes agents d'instabilité que leurs collègues Insoumis. (*Applaudissements sur les bancs du groupe Dem.*)

Mais le vote n'est pas une loterie ; on ne continue pas à jouer jusqu'à espérer gagner, car ce n'est pas un jeu. Respecter le vote, cela porte un nom, que nous sommes, je le sais, nombreux et majoritaires à chérir : la démocratie. (*Applaudissements sur les bancs du groupe Dem et sur quelques bancs du groupe EPR. – M. Michel Barnier applaudit également.*) Si l'on veut que notre assemblée soit respectée des Français, il faut les respecter dans leur vote (*Exclamations sur les bancs du groupe RN.*)

M. Jean-François Coulomme. Vous avez perdu !

M. Marc Fesneau. Nous sommes condamnés à nous entendre plutôt qu'à nous opposer. Il y a pire condamnation tout de même que celle d'avoir à chercher des compromis ! (*Exclamations sur les bancs du groupe LFI-NFP.*)

N'en déplaise à ceux qui veulent le chaos et le conflit, c'est la manière dont fonctionnent toutes les grandes démocraties. J'ai été heureux d'entendre des voix à gauche et à droite plaider désormais pour le compromis et abandonner leurs lignes rouges, comme nous le demandions depuis des années.

M. Matthias Tavel. Vous entendez des voix !

M. Marc Fesneau. On n'a donc jamais tort d'avoir raison trop tôt ! (*Applaudissements sur les bancs du groupe Dem.*)

Mme Anaïs Belouassa-Cherifi. C'est gonflé, ça !

M. Marc Fesneau. Et ce n'est pas parce que les Français ont constitué cette assemblée fragmentée qu'ils nous invitent à nous fracturer plus encore par nos attitudes et nos décisions.

Mme Anaïs Belouassa-Cherifi. Vous êtes minoritaires !

M. Marc Fesneau. Je crois au contraire qu'ils nous demandent de trouver un point d'équilibre et une forme de stabilité. (*M. Laurent Wauquiez applaudit.*)

Une assemblée qui se respecte et qui est respectée, c'est aussi une assemblée qui respecte le pluralisme. Nous l'avons toujours défendu : il n'y a pas de député de seconde zone ou de seconde classe. C'est donc l'égalité des droits qui prévaut, mais aussi l'égalité des devoirs : quand on est dans l'opposition, on n'est pas condamné à l'irresponsabilité pathologique. Dans la série des devoirs, il y a aussi, quand on fait la loi, celui de respecter la Constitution, et singulièrement, au moment où nous ouvrons le débat budgétaire, de respecter l'article 40 – à moins de vouloir s'exposer à une censure quasi automatique, pour venir se répandre ensuite sur la prétendue « république des juges ».

On ne teste pas la Constitution ; on la respecte. On ne la choisit pas à la découpe ; on l'accepte – s'agissant des lois qui traitent de la sécurité ou des libertés publiques comme des lois de finances (*Applaudissements sur les bancs du groupe Dem.*) C'est dans ce cadre, celui du budget, que le Premier ministre a indiqué faire le choix de ne pas recourir à l'article 49, alinéa 3, de la Constitution.

Mme Marie Mesmeur. Et les ordonnances, alors ?

M. Marc Fesneau. C'était une demande de plusieurs groupes parlementaires, notamment à gauche. Pour notre part, nous n'y étions pas favorables s'agissant du budget. Mais, par esprit de compromis, monsieur le Premier ministre, nous n'en avons pas fait une ligne rouge.

Sans l'article 49, alinéa 3, la liberté des parlementaires est immense, vous l'avez rappelé, mais leur responsabilité doit l'être tout autant. Je mets en garde sur l'exercice d'une liberté qui ne s'accompagnerait pas d'un esprit de responsabilité. Jusqu'alors, on s'accommodait assez facilement du 49.3 – reconnaissons-le – tant il permettait de dire n'importe quoi, de faire n'importe quoi, de ne rien assumer et de se parer de la vertu de certaines victoires obtenues au moyen d'amendements démagogues, en sachant que le gouvernement assumerait, lui, de ne pas les garder. (*Applaudissements sur les bancs du groupe Dem. – M. Nicolas Ray et Mme Stella Dupont applaudissent également.*)

Sans 49.3, personne ne pourra se défausser ; tout le monde devra assumer. Les démagogues et populistes de cette assemblée vont s'en donner à cœur joie, je vous le promets. Nous, Démocrates, vous nous trouverez sur le chemin de la responsabilité – j'espère que nous serons nombreux sur ce chemin.

M. Louis Boyard. Pour défendre les riches !

M. Marc Fesneau. Vous l'avez rappelé, monsieur le Premier ministre, votre gouvernement et vous aurez une responsabilité particulière, car vous aurez pour mission de permettre l'émergence de compromis et de les faire respecter dans la navette parlementaire.

Il faudra, dans cet hémicycle, une majorité de députés – de gauche, de droite et du centre – pour ne pas laisser libre cours à une folie budgétaire qui rendrait *in fine* le budget invotable et nous livrerait pieds et poings liés aux marchés. Souvenez-vous de Liz Truss au Royaume-Uni : ce sont les marchés qui lui ont dicté sa politique. Je ne souhaite pas cette humiliation pour mon pays. (*Applaudissements sur les bancs du groupe Dem et sur quelques bancs du groupe EPR.*)

M. Christophe Blanchet. Très bien !

M. Marc Fesneau. Sans sursaut de notre part pour adopter un budget avant le 31 décembre, c'est l'impuissance généralisée qui nous guette. Cette assemblée veut défendre les services publics ? Nous aussi. Alors, nous avons la responsabilité de nous entendre et de leur trouver un financement et un budget pour éviter de les paralyser comme l'an dernier. Cette assemblée considère que les entreprises sont vitales pour l'emploi et que les associations le sont pour la cohésion sociale ? Alors, nous avons la responsabilité de leur donner de la visibilité sur le cadre dans lequel elles vont évoluer. Cette assemblée veut défendre les collectivités locales ? Alors, nous avons la responsabilité, là aussi, de nous entendre et de leur donner des assurances pour qu'elles puissent, dans les prochaines semaines, voter leur budget et investir. Cette assemblée veut améliorer le pouvoir d'achat des Français ? Alors, nous avons la responsabilité de nous entendre pour réduire les incertitudes, faire baisser les taux d'intérêt et réduire le poids des contributions sociales sur le seul travail.

M. Louis Boyard. Augmenter les salaires, peut-être ?

M. Marc Fesneau. Depuis plus d'un an, l'instabilité a des conséquences directes. Sur les Français d'abord : des familles ne peuvent pas concrétiser l'achat d'une maison, des entrepreneurs ne peuvent pas investir et créer des emplois. Sans parler des doutes dans les esprits de nos partenaires européens et mondiaux ni des appétits prédateurs de ceux qui pensent pouvoir en tirer profit et jouent la déstabilisation et l'ingérence – vous l'avez rappelé, monsieur le Premier ministre. (*M. Christophe Blanchet applaudit.*) Cette instabilité sert les ennemis de la France, lesquels ont manifestement des complices jusque dans cet hémicycle ! (« *Absolument !* » et *applaudissements sur les bancs du groupe Dem.*)

M. Louis Boyard. Mais ça va pas ?

M. Marc Fesneau. Cette instabilité et notre incapacité à nous entendre ont un coût. À elle seule, la hausse du taux d'intérêt depuis un an représentera une facture de 8 milliards d'euros au bout de deux ans, de 20 milliards la cinquième année, soit – rendez-vous compte – les budgets des ministères de l'agriculture et de la justice réunis ! En aggravant la situation budgétaire, chacun de ces épisodes nous contraint à faire des choix chaque fois plus difficiles, nourrissant à leur tour le populisme et l'instabilité politique.

Des élections anticipées, qu'elles soient législatives ou présidentielles, loin de mettre un terme à ce cercle vicieux, ne feraient que le renforcer. Nous devons dès maintenant – pas dans six mois, pas dans dix-huit – donner une perspective à la France. Je crois, monsieur le Premier ministre, que nous en avons les moyens. Le groupe Les Démocrates estime que c'est le moment du ressaisissement.

Il fut un temps où l'on disait : « À l'ouest, rien de nouveau. » Or, à l'est et à l'ouest, tout est nouveau. Le monde avance; nos compétiteurs ne nous attendent pas. Eux, ils se réforment; eux, ils cherchent du consensus; eux, ils se préparent, y compris au pire.

C'est donc le moment de démontrer les vertus d'un Parlement fort et libre. Oui, c'est le moment de dire aux Français que le compromis, c'est aussi et surtout – au vu du contexte –, reconnaître ses désaccords et savoir les dépasser. Personne n'a à renier ses convictions, mais tout le monde doit faire un pas.

Mme Christine Arrighi. Vers la cohabitation !

M. Marc Fesneau. Notre enjeu est donc de trouver, avec méthode, les plus grands dénominateurs communs.

Après la taxe Zucman, la remise en cause de la réforme des retraites semble désormais être un élément central du devenir du pays et de votre gouvernement. Au groupe Les Démocrates, nous ne refusons pas par principe de rouvrir ce débat. Il l'avait d'ailleurs été par François Bayrou au printemps dernier. Lors de l'examen du texte de loi, nous avons proposé et voté une clause de revoyure; nous avons aussi demandé de mieux associer les partenaires sociaux.

Un compromis est possible pour redonner de la stabilité au pays, mais sans travestir la réalité. La suspension de la réforme est un pari ou un risque pour nos finances publiques. C'est un risque pour la pérennité de notre modèle social. Nous devons aux jeunes et aux générations futures de ne pas fermer les yeux sur ces risques. Toute décision doit donc, comme vous l'avez dit, monsieur le Premier ministre, être prise dans un esprit de responsabilité.

Nous devons aux jeunes, et aux Français dans leur ensemble, des réponses. Nous n'assumerons pas les mensonges et la facilité, parce que ces mensonges, un jour ou l'autre, nous rattraperaient. Comptez sur nous pour continuer de dire la vérité et de nous baser sur le réel – c'est notre seule véritable ligne rouge.

Nous voulons aussi que ce budget puisse être celui de la justice fiscale, que notre groupe défend continuellement depuis 2017. Peut-être l'année 2025 marquera-t-elle enfin le couronnement de nos efforts – c'est en tout cas ce que je souhaite. (*Applaudissements sur les bancs du groupe Dem.*)

Il n'est pas juste de considérer la rente de la même façon que le capital utile à notre économie. Elle bénéficie trop souvent d'effets d'optimisation ou d'aubaine fiscale. Cela étant, on ne règle jamais un problème en désignant un bouc émissaire, que ce soient les riches, les immigrés, les chômeurs, les fonctionnaires ou les retraités,...

M. Matthias Tavel. Les boomeurs, peut-être ?

M. Marc Fesneau. ...même si c'est parfois ce que les électeurs attendent. Sachons distinguer les choses et trouvons les moyens de cibler la rente obtenue sans mérite et sans effort, qui échappe encore trop souvent à l'impôt. Les plus fortunés doivent prendre leur part de l'effort. C'est une question de civisme.

La justice, c'est aussi défendre la France du travail. Il est urgent de rapprocher le salaire brut du salaire net sur la feuille de paie. C'est nécessaire si nous voulons redonner du pouvoir d'achat aux Français.

M. Philippe Vigier. Très bien !

M. Marc Fesneau. C'est essentiel si nous voulons relancer la production nationale.

Je ne vais pas évoquer tous les sujets, mais je voudrais revenir sur celui de la simplification. (*M. Romain Daubié applaudit.*) Je me réjouis que vous l'ayez évoqué, monsieur le Premier ministre. Les mesures en ce sens peuvent être mises en œuvre très rapidement. Il faut absolument accélérer l'effort car, tous les rapports en conviennent, l'empilement des normes coûte très cher. C'est de la dépense publique supplémentaire, sans effet sur la qualité de vie. C'est aussi de la dépense privée, pour les ménages et les entreprises. Ce sont, à la fin, des emplois qui disparaissent ou qui ne sont pas créés.

Les Démocrates seront force de proposition pour le budget, sur ce sujet et bien d'autres. Je pense à la santé, dont les Français parlent tous les jours (*M. Romain Daubié applaudit*),...

M. Christophe Blanchet. Très bien !

M. Marc Fesneau. ...à la réindustrialisation, à l'agriculture, à la transition énergétique, aux services publics, au logement et à l'éducation.

Je crois qu'il existe, dans cet hémicycle, une majorité pour avancer pas à pas. Personne ne sort parfaitement satisfait ni victorieux d'un compromis, mais si nous y mettons de la bonne volonté, si nous acceptons majoritairement le réel, je suis certain que la France et les Français en sortiront grandis. Pour nous, c'est bien cela l'essentiel. (*Les députés du groupe Dem se lèvent et applaudissent. – Les députés du groupe ÉPR ainsi que quelques députés des groupes DR et HOR applaudissent également.*)

Mme la présidente. La parole est à M. Paul Christophe.

M. Paul Christophe (HOR). Quelle image renvoyons-nous ! Quel triste spectacle offrons-nous du débat public ! Mes chers collègues, je vous le dis en toute franchise, nous ne sommes que de piètres comédiens qui n'amusez plus personne. À force d'égarements puérils et de batailles stériles, notre pays s'enfoncé dans une crise politique inédite sous la V^e République.

M. Matthias Tavel. Vous gouvernez depuis huit ans !

M. Paul Christophe. Nous n'avons visiblement plus de boussole, plus de cap.

Mme Anaïs Belouassa-Cherifi. On est bien d'accord !

M. Paul Christophe. Dans le vacarme assourdissant de notre hémicycle, plus personne ne trouve ni conviction, ni valeur, ni respect.

Une députée du groupe LFI-NFP. Parle pour toi !

M. Paul Christophe. Aucune ligne, aucun objectif commun ne semble pouvoir se dégager, pas même l'intérêt général du pays.

Face à nous, les oppositions se rejoignent souvent dans la critique, sans jamais proposer d'alternative crédible. (*Applaudissements sur quelques bancs des groupes HOR et DR.*)

Mme Marie Mesmeur. Nous, nous avons un programme !

M. Paul Christophe. Quand certaines promettent encore plus de dépenses, les autres voient toujours moins d'ouverture, mais toutes s'éloignent du sérieux budgétaire que réclament les Français.

Les extrêmes, malgré leurs divergences, s'unissent dans le rejet. L'alliance des contraires espère ainsi peser plus lourd dans la balance politique, accroître sa présence médiatique et amplifier son audience.

M. Emeric Salmon. C'est l'alliance des percepteurs d'impôts!

M. Paul Christophe. Ils nous chantent la douce mélodie de la vérité, les uns exclusivement sur le ton de la fable « Les riches sont nos ennemis », les autres sur celui du conte « Les étrangers sont le problème ».

Quant aux anciens partis de gouvernement, ils se vantent de négocier à partir d'un discours sans nuance – « Ce sera ça ou rien » –, comme si compromis rimait avec diktat. Chaque jour, la liste de leurs exigences s'allonge un peu plus et, bien entendu, ils ne s'engagent en rien et ne signent aucun accord : il est ainsi plus facile de se dérober.

Par cette attitude, ils nous mènent droit dans le mur. La consommation des ménages est en baisse, tout autant que l'investissement des entreprises.

Les Français sont inquiets, en colère même, et observent, consternés, notre médiocrité. Ils s'éloignent de nous, ne nous comprennent plus, ne nous écoutent plus. Lorsque la parole des représentants du peuple cesse de trouver écho, c'est le lien même entre la nation et ses institutions qui se fragilise.

Mme Marie Mesmeur. Il fallait commencer par respecter le vote des Français il y a un an!

M. Paul Christophe. Notre pays n'a pas besoin d'égoïsme, mais de stabilité.

En responsabilité, le groupe Horizons & indépendants cherche à bâtir, depuis le début, des compromis dans un hémicycle profondément divisé, à l'image de notre France désormais fracturée. Le compromis politique, oui ! Le renoncement à nos valeurs, jamais ! Nous n'accepterons aucun accord dont la France sortirait perdante, où l'intérêt général serait piétiné, où la stabilité économique et budgétaire serait sacrifiée. (*Applaudissements sur quelques bancs du groupe HOR.*) Il y va de notre crédibilité en tant que nation.

L'année écoulée nous a grandement fragilisés au niveau national, comme sur la scène européenne, face à des puissances étrangères qui profitent de notre faiblesse pour menacer nos intérêts et notre souveraineté. Nous nous devons de tenir notre maison dans le respect de nos engagements internationaux, alors que nous avons désormais le déficit le plus élevé de la zone européenne et une dette colossale.

M. Matthias Tavel. Et l'accord de Paris, ce n'est pas un engagement international ?

M. Paul Christophe. Pour cela, il nous faut suivre notre plan de retour à l'équilibre, qui passe nécessairement par une réduction importante de notre déficit dès le prochain budget.

M. Raphaël Arnault. Et les recettes ?

M. Paul Christophe. Non, la dette n'est pas un simple souci comptable, comme certains voudraient nous le faire croire. Nos résultats économiques comme notre déficit public sont scrutés par nos partenaires, par nos créanciers, par nos concitoyens. Si nous ne respectons pas nos engagements, les difficultés seraient très concrètes pour le quotidien des Français. Certes, le FMI – Fonds monétaire international – n'est pas à nos portes, mais qui pourrait pour autant se satisfaire d'une situation aussi catastrophique ? Qui pourrait croire qu'une telle dégradation budgétaire serait indolore pour nos concitoyens ? Moi, je ne le crois pas.

Chez Horizons, nous savons qu'il est possible et souhaitable de réduire les dépenses publiques et que c'est d'abord à l'État de montrer l'exemple. Dans cette perspective, la trajectoire budgétaire présentée par le gouvernement va dans le

bon sens. En proposant des économies significatives, il poursuit l'ambition engagée l'année dernière et attendue par nos concitoyens : celle de la maîtrise de la dépense publique.

Nous sommes aujourd'hui le deuxième pays d'Europe le plus dépensier en proportion du PIB. Cette situation n'est plus tenable et le gouvernement semble en avoir pris la mesure. Il faut, monsieur le Premier ministre, continuer dans cette voie. Mobilisons notre énergie pour bâtir un budget crédible pour la France. Rien d'extraordinaire : un budget réaliste, sincère et équilibré – ce sera déjà beaucoup !

Tel est l'état d'esprit qui nous guide : le budget présenté par le gouvernement n'est pas, pour nous, un texte d'adhésion ; il est déjà un compromis. En effet, il comporte des mesures que nous n'aurions pas proposées. Ainsi, bien que nous restions fermement opposés à toute hausse généralisée des impôts, nous ne rejeterons pas par principe les ajustements nécessaires à la stabilité politique, à partir du moment où ceux-ci ne contreviennent pas à notre stabilité financière.

Comme nous le répétons depuis des mois, aucune réforme structurelle ne pourra voir le jour dans pareil hémicycle. Faisons donc preuve d'humilité et de tempérance. Le temps n'est pas venu pour qu'un parti, quel qu'il soit, puisse prétendre appliquer son programme, rien que son programme. Chacun, dans cet hémicycle, doit faire un pas ; mais entendons-nous bien : il doit s'agir d'un pas en avant pour le pays, non d'un pas en arrière.

M. Christophe Blanchet. Très bien !

M. Paul Christophe. On va me dire que nous devrions nous accorder sur la suspension de la réforme des retraites, car ce geste, qui ne serait somme toute qu'un compromis technique comptablement supportable, ouvrirait la voie à la stabilité politique tant recherchée. Or un tel raisonnement serait, à mes yeux, profondément dévastateur, car la réalité est là, implacable : nous devons être plus nombreux à travailler et le faire plus longtemps.

Notre système repose aujourd'hui sur 1,8 actif cotisant pour un retraité, alors qu'il a été conçu pour 4,1 actifs cotisants pour un retraité. Dans le même temps, la durée en retraite, qui était à l'origine de cinq ans en moyenne, est désormais de plus de vingt-deux ans. Notre système de retraite par répartition ne peut pas continuer à fonctionner avec trois fois moins de cotisants pour une durée d'indemnisation quatre fois supérieure. C'est une folie ! (*Applaudissements sur les bancs du groupe HOR – M. Jean-Luc Fugit et M. Nicolas Ray applaudissent également.*)

Le groupe Horizons & indépendants est prêt à discuter d'un compromis sur les améliorations possibles d'une réforme des retraites, en ce qui concerne les femmes, les carrières hachées, les carrières longues ou encore la pénibilité. Mais suspendre la réforme des retraites pour offrir au groupe Socialistes une victoire politique aussi symbolique qu'éphémère est une dangereuse facilité.

Le compromis politique ne saurait en effet se bâtir au détriment de l'intérêt général. Une nation qui renoncerait à la rigueur de ses engagements et à la cohérence de ses choix perdrait la confiance de ses partenaires comme celle de ses citoyens.

Disons-le clairement, la gauche a choisi de faire de la suspension de la réforme des retraites son nouveau totem. J'en suis tristement persuadé : d'autres lignes rouges apparaîtront demain. Nous connaissons la tendance à la surenchère de nos collègues. S'ils s'y adonnaient, cela nous conduirait inmanquablement, demain, à l'échec budgétaire.

Je l'annonce ici : nous ne voterons pas n'importe quoi. Nous ne rendons pas service à nos concitoyens en mettant la vérité sous le tapis pour atteindre des objectifs de court terme. Le courage politique consiste à dire la vérité, à reconnaître que, sans équilibre financier, il n'y a pas de justice sociale. C'est précisément ce que nous défendons : un modèle soutenable, fidèle à la promesse républicaine de solidarité entre les générations.

Enfin, malgré l'urgence, la situation budgétaire ne doit pas être notre seule priorité. À des milliers de kilomètres de cet hémicycle, nos concitoyens nous regardent et attendent des réponses concrètes à leurs difficultés. Je pense notamment à la Nouvelle-Calédonie. Pour la bonne mise en œuvre de l'accord de Bougival, nous devons adopter le plus rapidement possible la proposition de loi organique visant à reporter le renouvellement général des membres du Congrès et des assemblées de province.

Le général de Gaulle déclarait le 12 septembre 1944 : « Les plus nobles principes du monde ne valent que par l'action. » Par ces mots, il nous rappelait que les idéaux, aussi élevés soient-ils, ne prennent sens que lorsqu'ils se traduisent dans des décisions et des actes. Sans action, les principes s'étiolent, les valeurs se figent. Il est désormais temps de passer des mots aux actes, de faire ici, dans cet hémicycle, ce que notre devoir commande : prendre nos responsabilités. Les Français n'entendront pas nos états d'âme. La dernière chance n'est pas un hasard : c'est le moment où le courage rencontre la nécessité. (*Applaudissements sur les bancs des groupes HOR et DR ainsi que sur plusieurs bancs des groupes ÉPR et Dem.*)

Mme la présidente. La parole est à M. Christophe Naegelen.

M. Christophe Naegelen (LIOT). Voilà maintenant plus d'un mois que notre assemblée – ou plutôt notre pays tout entier – tourne au ralenti. Depuis un mois, nous offrons aux Français un spectacle pathétique, mêlant comique de répétition et tragédie, qui lasse nos concitoyens. Loin de nous applaudir et d'en rire – même jaune –, ceux-ci pleurent devant la déliquescence de notre pays aux yeux du monde, l'état de nos finances publiques et notre incapacité à trouver des compromis dans l'intérêt général.

Nous payons encore les conséquences de la dissolution désastreuse de 2024. Celle-ci montre, s'il en était besoin, que les prises de décision solitaires et déconnectées du terrain nous mènent à des situations inextricables. (*Applaudissements sur quelques bancs du groupe LIOT.*) Monsieur le Premier ministre, votre première mission sera de vous libérer de cette tutelle présidentielle. (*Applaudissements sur les bancs du groupe LIOT. – M. François Ruffin applaudit aussi.*) En réalité, vous devez couper le cordon et trouver l'oxygène par vous-même, en lien avec le Parlement.

M. François Ruffin. Très juste !

M. Christophe Naegelen. D'ailleurs, la Constitution est bien faite puisque son article 20 dispose que « le gouvernement détermine et conduit la politique de la nation » – le gouvernement, votre gouvernement, non le président de la République. À juste titre, vous avez parlé de rupture ; c'est la toute première à engager. (*Applaudissements sur les bancs du groupe LIOT.*)

Les autres ruptures portent sur les politiques à conduire, qui ne peuvent ni ne doivent s'inscrire dans la continuité des huit dernières années. Alors que l'urgence est de doter notre pays d'un budget, nous vous demandons l'application rapide de mesures attendues et plébiscitées par les Français.

Notre groupe, vous le savez, a été en pointe contre la réforme des retraites : nous avons été les premiers à en demander la suspension et à proposer la tenue d'une conférence de financement. C'est là un impératif non seulement démocratique, mais aussi économique, tant le coût de la censure et de la dissolution serait largement supérieur – de l'ordre de 15 milliards d'euros – à celui de cette suspension. De toute manière, la future élection présidentielle devra trancher cette question. Nous saluons donc votre engagement en ce sens.

Les autres ruptures que nous attendons concernent la contribution des plus hauts patrimoines au redressement des comptes publics. En effet, pour le groupe LIOT, il ne peut y avoir de redressement sans justice fiscale et sociale : c'est la condition même de l'acceptation des efforts demandés à nos concitoyens.

De plus, il n'est pas possible de présenter un budget uniquement punitif. Notre groupe défend depuis longtemps la nécessité de promouvoir la valeur travail et de permettre à tous les Français de travailler dans des conditions décentes. C'est pourquoi nous proposons des allègements généraux de cotisations salariales, afin de redonner du pouvoir d'achat aux plus bas salaires.

Mme Danielle Simonnet. Et de vider les caisses de la Sécu !

M. Christophe Naegelen. Nous sommes convaincus que le travail doit payer plus.

Il conviendra également de revoir en profondeur les aides publiques aux entreprises, afin d'en garantir la transparence et l'efficacité, et de mettre davantage à contribution les géants du numérique, dits Gafam. Nous prenons également acte de votre ouverture sur la nécessité de renforcer la lutte contre l'optimisation fiscale.

Vous devrez aussi faire de nouveau confiance aux corps intermédiaires, qui sont maltraités depuis huit ans. Les syndicats, le tissu associatif et les élus locaux doivent redevenir des partenaires de confiance : qui saisit mieux qu'eux les maux de notre pays ? Vous avez d'ailleurs annoncé que l'un de vos premiers chantiers serait une réforme menée au bénéfice de nos collectivités locales.

Nous vous appelons à aller vite et fort en matière de décentralisation, pour permettre aux élus locaux d'obtenir davantage de liberté d'action au quotidien. Je pense en particulier à l'adaptation normative, à l'autonomie fiscale et à la réduction des doublons, qui permettra un meilleur usage des deniers publics. (*M. Paul Molac applaudit.*) La véritable révolution pour notre pays est là : faire confiance aux territoires pour se gérer eux-mêmes, là où l'État, à force de vouloir tout gérer, finit par mal gérer. (*M. Charles de Courson applaudit.*)

Il faut entendre la voix des territoires, de ceux de l'Hexagone, bien sûr, mais aussi de la Corse et des outre-mer. Pour la Corse, il s'agit bien évidemment d'aller au terme du processus de Beauvau mené par les précédents gouvernements en faveur de l'autonomie du territoire. (*Applaudissements sur les bancs du groupe LIOT.*) Nous avons entendu votre engagement clair à ce sujet ; nous attendons désormais les actes.

S'agissant des territoires ultramarins, vous envoyez d'emblée un mauvais signal : passer d'un ministre d'État classé deuxième dans l'ordre protocolaire à un ministre désormais à la troisième place est très mal perçu par les habitants concernés comme par leurs représentants ici, à l'Assemblée. Il faudra donc mettre les bouchées doubles pour relever les immenses défis auxquels ces territoires sont confrontés.

Je pense particulièrement à Mayotte, qui attend toujours la concrétisation dans le budget d'une ligne spécifique relative aux 4 milliards d'euros inscrits dans la loi de programmation et au sujet de laquelle vous n'avez rien dit, alors que les 25 millions actuellement prévus sont largement insuffisants. Ne pas avoir évoqué ce territoire de la République, meurtri et ravagé, est une faute politique. (*Mêmes mouvements.*)

Je pense aussi à l'impérieuse nécessité d'adopter des mesures de lutte contre la vie chère, de la Polynésie à la Guadeloupe, et de continuer le dialogue en Nouvelle-Calédonie.

Les défis sont immenses. Nous formons un groupe d'indépendants, animés d'un réel amour des territoires, et qui recherchent la stabilité de notre pays ainsi qu'une politique sociale juste et la maîtrise de notre budget. Notre indépendance est notre ADN. Le renfort du gouvernement par les uns ou les autres, nonobstant leurs qualités intrinsèques, voire l'amitié que nous leur portons, ne saurait engager notre groupe. Nous demeurons pleinement un groupe situé dans l'opposition, mais force de proposition. Notre démarche constructive, hors du socle commun, est avant tout guidée par l'intérêt général et la nécessité de trouver des compromis pour notre pays.

Il est parfois difficile de comprendre le chaos organisé au plus haut sommet de l'État, ainsi que certaines prises de position qui exaspèrent les Français. Elles consistent trop souvent à se dédouaner de toute responsabilité dans la situation politique actuelle, en pointant du doigt toutes les personnes possibles et imaginables, à l'exception de soi-même. Vous l'aurez compris, monsieur le Premier ministre : les propos acerbes et accusatoires tenus hier à Charm el-Cheikh ne facilitent pas le travail que vous menez pour restaurer la confiance dans cet hémicycle. (*Mêmes mouvements.*)

M. Emmanuel Maurel. C'est sûr ! Quelle provocation, en effet !

M. Christophe Naegelen. C'est à l'aune de vos paroles, et surtout de vos actes, que notre groupe se positionnera, comme il en a toujours eu l'habitude. Néanmoins, la nécessité du compromis ne doit pas éclipser la nécessité de l'action. En effet, nous ne cessons de le répéter : la situation est grave, mais pas encore totalement désespérée. Vous avez entre vos mains l'ultime occasion de montrer aux Françaises et aux Français qu'ils ont été entendus. Notre groupe, dans sa grande majorité, ne votera pas la censure du gouvernement,...

M. Roland Lescure, *ministre de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle, énergétique et numérique.* Très bien !

M. Christophe Naegelen. ...mais nous attendons de votre part des gages et des actions concrètes. (*Applaudissements sur les bancs du groupe LIOT. – M. Laurent Wauquiez applaudit également.*)

Mme la présidente. La parole est à M. Stéphane Peu.

M. Alexis Corbière. La parole aux travailleurs !

Mme Danielle Simonnet. Et aux travailleuses !

M. Stéphane Peu (GDR). Dès votre première nomination – puisqu'il y en a eu deux –, vous avez utilisé le terme fort de rupture. Pourtant, en écoutant votre déclaration, nous avons surtout retenu la continuité.

J'ai entendu votre annonce au sujet de la réforme des retraites : c'est une avancée et même, potentiellement, une victoire, notamment pour ceux qui vont bénéficier d'un départ anticipé à la retraite par rapport à ce que prévoyait la loi Borne. Je dis « potentiellement » parce qu'à la suite de votre prise de parole, beaucoup de parlementaires des groupes du bloc central ont annoncé qu'ils allaient combattre la suspension de la réforme. Ils ont bien compris que votre annonce était nécessaire pour commencer le débat budgétaire et éviter la censure immédiate, mais quand le débat aura lieu dans l'hémicycle, ils utiliseront tout leur poids pour empêcher la suspension. On connaît les habiletés du débat parlementaire, c'est pourquoi nous serons extrêmement vigilants.

Cette première victoire que nous enregistrons aujourd'hui, nous la devons surtout à l'opiniâtreté des syndicats et des mobilisations sociales – je tiens à les saluer –, qui n'ont jamais renoncé (*Applaudissements sur les bancs des groupes GDR et EcoS ainsi que sur quelques bancs du groupe LIOT*), ainsi qu'à ceux qui, dans cet hémicycle, n'ont jamais lâché l'affaire. Alors que, dans la majorité, vous pensiez que les Français étaient passés à autre chose, nous n'avons cessé de rappeler à quel point cette injustice marquait notre pays au fer rouge et constituait une blessure démocratique au moins aussi profonde que celle provoquée par le non-respect du résultat du référendum de 2005 sur le Traité instituant une Constitution pour l'Europe. (*Applaudissements sur les bancs des groupes GDR et LFI-NFP ainsi que sur plusieurs bancs du groupe EcoS.*)

Toutefois, même si cette suspension est finalement décidée et votée, dans l'hypothèse où vous ne seriez pas contrarié par votre bloc central, nous savons bien que vous refusez ce qui est essentiel à nos yeux : l'abrogation de la réforme ! (*Applaudissements sur les bancs du groupe GDR et sur plusieurs bancs des groupes LFI-NFP et EcoS.*) C'est ce que vous demandez à l'immense majorité des Français, et c'était le sens de la proposition de résolution que notre groupe a fait adopter ici même en juin dernier.

M. Matthias Tavel. Il a raison !

M. Stéphane Peu. Votre déclaration de politique générale a une boussole : maintenir les privilèges de certains et d'écraser la masse des salariés, des retraités, des malades et des chômeurs. Il n'y a rien dans votre programme sur le retour de l'impôt sur la fortune, pas plus que sur le contrôle ou le remboursement des aides accordées aux entreprises sans contrepartie, dont le montant pharaonique de 211 milliards a été dévoilé dans le rapport de mon collègue sénateur Fabien Gay.

Vous devriez savoir que les Français sont attachés à la notion d'égalité – tout particulièrement à l'égalité devant l'impôt, la plus sensible de toutes. Déjà, en 1789, les cahiers de doléances étaient remplis de demandes de suppression des impôts injustes et mal répartis. Il en allait de même des cahiers de doléances issus des revendications des gilets jaunes.

La droite, dans notre pays, a toujours combattu l'impôt progressif ; elle préfère les taxes qui frappent de manière aveugle les plus modestes comme les plus riches. La plus emblématique, la TVA, pèse pourtant bien plus sur le budget des salariés que sur les plus gros revenus. Quand comprendrez-vous que l'impôt doit s'adapter à la richesse ? Aujourd'hui, ce n'est plus la terre ni la production industrielle qui rapporte le plus, c'est le capital non productif ; ce

sont les dividendes faramineux, les placements dans les paradis fiscaux et les niches fiscales, qui ne profitent qu'à une extrême minorité de Français.

Vous continuez de vouloir nous faire peur en affirmant que, si l'on taxe les plus riches, ils vont quitter le territoire national. Ils le font déjà tous les jours ! Ils ferment des entreprises, licencient, délocalisent, au lieu de maintenir les investissements dans l'outil industriel et de soutenir la recherche dans notre pays. Nous le savons depuis Marx : le capital n'a pas de patrie. (*Applaudissements sur plusieurs bancs des groupes GDR, LFI-NFP et EcoS.*)

Le salarié, lui, n'a que son salaire pour vivre ; le retraité, sa pension ; le privé d'emploi, son allocation. Ce sont eux que votre projet de budget va encore pressurer – eux et les malades, qui, à vous entendre, devront sortir la carte bleue avant la carte Vitale. (*Applaudissements sur plusieurs bancs des groupes GDR et LFI-NFP.*)

M. Pierre Cordier. Vous préférez la carte rouge !

M. Stéphane Peu. Comme vos prédécesseurs, vous demeurez sourd aux revendications du monde du travail. Vous pensez une nouvelle fois que la colère passera, mais elle ne passe pas, comme en témoignent les fortes mobilisations syndicales. Ce n'est pas votre projet de budget, présenté ce matin en Conseil des ministres, qui va calmer la colère sociale : nous y découvrons avec stupeur vingt-neuf taxes et impôts supplémentaires pour les Français moyens, mais, s'agissant des plus riches, une seule petite taxe sur les holdings qui admet tellement d'exonérations qu'elle ne rapportera quasiment rien.

Votre projet de budget, comme celui de François Bayrou, n'est qu'un concentré de mépris de classe. (*Applaudissements sur quelques bancs des groupes GDR et LFI-NFP. – M. Benjamin Lucas-Lundy applaudit également.*) J'ajoute que chacune de vos mesures va aggraver la situation des territoires d'outre-mer, parce que la vie y est plus chère et les revenus, plus faibles. (*M. Marcellin Nadeau applaudit.*) Vous allez élargir une nouvelle fois la fracture sociale et amplifier les raisons d'une juste colère. Votre mépris est visible dans la composition même de votre gouvernement – l'orateur qui m'a précédé l'a relevé. D'un ministre d'État placé au deuxième rang protocolaire, nous passons à un ministère relégué en bas des priorités de la nation, alors que les questions institutionnelles et de la vie chère outre-mer devraient figurer au premier plan des préoccupations du pays.

Pour nous, Bayrou et Lecornu, c'est bonnet blanc et blanc bonnet.

M. Roland Lescure, ministre. Oh !

M. Stéphane Peu. Plus personne, dans le pays, ne vous croit. Plus grave encore, plus personne ne vous écoute. La colère ne peut que finir par éclater, d'une manière ou d'une autre. Votre politique est non seulement néfaste, mais aussi dangereuse – néfaste sur le plan social et économique, dangereuse sur le plan politique et démocratique.

Désormais, nombre d'acteurs du CAC40 n'ont plus peur d'une éventuelle arrivée de l'extrême droite au pouvoir. Celle-ci a donné suffisamment de gages au patronat, qui sait très bien que le RN ou ses alliés ne s'attaqueront jamais aux injustices sociales et fiscales. (*Applaudissements sur quelques bancs des groupes GDR et EcoS.*) À l'heure où nous fêtons les 80 ans de la sécurité sociale issue du Conseil national de la Résistance, le patronat, fidèle aux plus tristes moments de son histoire, semble renouer avec son slogan :

mieux vaut l'extrême droite que le Front populaire. (*Applaudissements sur plusieurs bancs des groupes GDR, LFI-NFP et EcoS.*)

Monsieur le Premier ministre, vous voulez que le Parlement débâte et annoncez l'abandon du 49.3, mais la Constitution vous donne, notamment s'agissant des textes budgétaires, tant d'autres moyens d'interrompre ou de pervertir le débat parlementaire ! Vos prédécesseurs en ont d'ailleurs usé et abusé. Ordonnances, article 40, vote bloqué, voilà un aperçu de l'arsenal dont vous disposez. Nous sommes dans une démocratie corsetée.

Vous êtes le sixième titulaire du poste depuis 2022 et, depuis juillet 2024, notre pays a été dirigé un jour sur quatre par un gouvernement démissionnaire ! Oui, l'usage abusif de son pouvoir par le président de la République, Emmanuel Macron, abîme notre pays et notre démocratie. (*Applaudissements sur plusieurs bancs des groupes GDR, LFI-NFP et EcoS.*)

M. Benjamin Lucas-Lundy. Exactement !

M. Stéphane Peu. Vous avez au-dessus de la tête l'épée de Damoclès de la censure. La censure n'est pas un jeu, comme vous tentez de le faire croire ; c'est un des moyens qu'a le Parlement pour se faire entendre quand toutes les voies du dialogue ont été épuisées. Pour notre part, nous avons répondu présent à toutes vos invitations ; mais derrière les paroles, il y a les actes. Le budget que vous avez présenté ce matin ferme la porte aux propositions venues de la gauche et en ouvre de nombreuses vers la droite et l'extrême droite de cet hémicycle.

Nous en sommes convaincus, ce ne sont pas les têtes qu'il faut changer, ce sont vos orientations politiques. Depuis les dernières législatives, le président de la République nie le résultat des urnes et trouve des combines pour reculer l'échéance de son départ volontaire ou contraint. Monsieur le Premier ministre, on vous présente souvent comme le dernier grognard du président Macron ; bref, vous seriez son Cambronne. Vous tomberez vous aussi pour le défendre, mais sans la noblesse de la cause, donc sans le panache.

La V^e République est à bout de souffle, tant elle a été dévoyée par l'actuel président de la République, Emmanuel Macron. Il est donc le seul responsable et coupable de la crise politique que traverse notre pays. (*Applaudissements sur les bancs du groupe GDR, sur plusieurs bancs du groupe LFI-NFP et sur quelques bancs du groupe EcoS.*)

Mme la présidente. La parole est à M. Éric Ciotti.

M. Éric Ciotti (UDR). Nous vivons des heures dramatiques et sans doute historiques. Notre pays, au bord de la crise de régime, subit la pire crise politique depuis 1958. Ces heures critiques de l'histoire sont celles où se défait notre nation, victime d'un système à bout de souffle. Notre pays s'effondre de l'intérieur et s'efface à l'extérieur. Les Français ont peur, sont sidérés. Le monde entier nous regarde, stupéfait, ahuri. Les marchés menacent.

Ce chemin de croix, c'est celui de la France. Ce calvaire, c'est celui des Français, abîmés par votre politique et par votre bilan : 3 400 milliards d'euros de dette, des dépenses publiques endémiques, le seul déficit de la zone euro à s'aggraver, le record du monde des prélèvements obligatoires, une immigration de masse qui ne cesse de croître, une insécurité record, le recul de l'indépendance énergétique et du nucléaire, l'effondrement des services publics et la faillite d'entreprises historiques.

Votre agonie coûte terriblement à la France. Combien de points de croissance perdus? Combien de défaillances d'entreprises, combien d'emplois perdus? Combien d'acquisitions immobilières retardées? Combien de temps perdu face à la submersion migratoire?

M. Alexis Corbière et M. Benjamin Lucas-Lundy. Oh...

M. Éric Ciotti. Combien d'occasions ratées d'affronter cette crise économique, financière, sociale, dont vous êtes les responsables?

Oui, monsieur le Premier ministre, ce chaos, vous en êtes responsables. Le chaos, c'est vous! L'irresponsabilité, c'est vous! La chienlit, c'est vous!

Votre nomination constitue une ultime tentative d'un président délégitimé, effrayé par le jugement des Français, de contourner les urnes. Elle traduit une défiance envers les Français. Elle s'est faite dans le déni, dans la division, dans le mépris, dans l'isolement, dans la provocation. C'est pourquoi, plutôt qu'un moine-soldat, vous êtes un liquidateur judiciaire. (*Applaudissements sur les bancs des groupes UDR et RN. – M. Jérémie Patrier-Leitus s'exclame.*)

Votre discours de politique générale était caduc avant d'avoir été prononcé. Nous avons face à nous le Premier ministre le plus faible de l'histoire de la V^e République. Faible car abandonné par sa propre majorité; faible car animé par le seul et unique but de se maintenir au pouvoir, sans pouvoir l'exercer; faible car suspendu à la clémence du Parti socialiste – vous êtes prêt à tout céder, à tout brader pour que MM. Hollande et Faure ne baissent pas le pouce pour vous achever. (*Applaudissements sur les bancs des groupes UDR et RN.*)

M. François Hollande. Merci! (*Sourires.*)

M. Emeric Salmon. Il le dit lui-même!

M. Éric Ciotti. M. Hollande confirme qu'il est comptable de la survie de ce gouvernement. (*Applaudissements sur plusieurs bancs des groupes UDR et RN.*) Quelle honte! Et M. le Premier ministre rigole, témoignant de la belle complicité qui existe entre M. Hollande et la Macronie: l'union est faite! (*Mêmes mouvements.*)

M. Sébastien Lecornu, Premier ministre. Quand on vous connaît depuis un certain temps, on a envie de rire!

M. Éric Ciotti. Vous êtes un Premier ministre faible et prêt à saborder la compétitivité de nos entreprises, à augmenter les impôts, à s'attaquer aux retraités, à saborder la réforme des retraites, pour éviter le couperet des urnes; faible car otage de l'idéologie socialiste, fléau de notre nation depuis 1981. (*Applaudissements sur plusieurs bancs des groupes UDR et RN. – Exclamations sur quelques bancs des groupes SOC et EcoS.*) Vous venez de tout céder au Parti socialiste, qui a obtenu 1,7 % des voix à l'élection présidentielle. (*Mêmes mouvements.*) Jamais la France n'a été aussi peu à gauche, et vous cédez tout aux socialistes! Vous êtes désormais...

M. François Hollande. Socialiste? (*Sourires sur les bancs du groupe SOC.*)

M. Éric Ciotti. ...l'otage consentant du Parti socialiste. (*Applaudissements sur plusieurs bancs des groupes UDR et RN.*)

Incapables de vous réformer, incapables d'entendre les Français, vous avez perdu toute légitimité. Vous êtes illégitime par votre nomination-démission, qui a confiné au vaudeville; illégitime car vous êtes le dernier relais d'un président déchu, forcené de la République. (*M. Denis Massé-*

glia s'exclame.) L'élection présidentielle n'est pas un blanc-seing sans limite, c'est un contrat moral avec les Français. Or ce contrat a été bafoué, rompu.

Écoutez, monsieur le Premier ministre, une parole de bon sens: « Lorsqu'une majorité est battue, lorsque [son] leader est battu », ils doivent partir. Savez-vous qui a prononcé ces mots?

M. Sébastien Lecornu, Premier ministre. C'est moi!

M. Éric Ciotti. C'est vous! Vous les avez dits au *Figaro* le 20 octobre 2015. (*Applaudissements sur plusieurs bancs des groupes UDR et RN.*) Vous parliez d'or. Appliquez vos propres principes, comme le président doit appliquer ceux des institutions! Le général de Gaulle l'a fait, pour un référendum perdu de 2 points. N'est pas de Gaulle qui veut!

M. Erwan Balanant. Ça, c'est sûr!

M. Alexis Corbière. C'est bien vrai!

M. Emmanuel Maurel. Vous en êtes la preuve!

M. Éric Ciotti. En tout cas, sûrement pas Macron! Ce que l'un a patiemment bâti, l'autre le démolit sans scrupule. Vous êtes désormais le dernier protecteur du pire président de l'histoire de la V^e République. (*Applaudissements sur les bancs des groupes UDR et RN.*) Emmanuel Macron – Néron qui se voulait Jupiter –, tel l'empereur maudit, regarde sa propre nation brûler sur le bûcher funéraire qu'il a érigé.

Trois Français sur quatre exigent une dissolution, 70 % réclament une démission, mais vous vous obstinez! L'obstination narcissique d'Emmanuel Macron porte un suicide national. Malgré les défaites électorales, il s'entête, vous vous entêtez. Malgré les censures, il s'enferme, vous vous enfermez. Malgré la colère populaire, vous vous acharnez. Vos propres alliés, ses propres alliés, l'abandonnent: Édouard Philippe et Gabriel Attal, qui lui doivent tout, demandent – avec une forme d'indignité, il faut le reconnaître (*Sourires sur plusieurs bancs du groupe UDR*) – sa mise à mort.

M. Benjamin Lucas-Lundy. La parole est aux experts!

M. Éric Ciotti. Vous n'avez plus de majorité, même plus le socle minimal qui n'a plus rien de commun. Il y a quelques minutes, j'ai écouté M. Wauquiez, représentant d'un parti qui est actuellement en proie à une véritable guerre civile. (*Applaudissements sur quelques bancs des groupes UDR et RN. – Rires sur plusieurs bancs des groupes EcoS et GDR.*)

M. Erwan Balanant. Qui a la clé du bureau?

M. Éric Ciotti. En vous écoutant, monsieur Wauquiez, vous qui êtes normalien, je pense à Hannah Arendt, qui disait: « Ceux qui optent pour le moindre mal tendent très vite à oublier qu'ils ont choisi le mal. » Oui, vous avez choisi le mal qu'est l'alliance de la soumission avec la Macronie, et aujourd'hui avec le Parti socialiste. (*Applaudissements sur les bancs des groupes UDR et RN. – Mme Anne-Laure Blin s'exclame.*)

Le Premier ministre nous présente un budget socialiste (*M. Alexis Corbière s'esclaffe. – Mme Martine Froger sourit également*), désindexe les retraites; vous qui avez toujours défendu – nous l'avons défendue ensemble – l'indexation des pensions de retraite sur l'inflation pour sauvegarder le pouvoir d'achat de ceux qui, toute leur vie, ont travaillé dur au service de la France, vous acceptez aujourd'hui tout l'inverse de votre programme, de notre programme. (*Mme Anne-Laure Blin s'exclame à nouveau.*) Soyez cohérents: censurez le gouvernement jeudi matin!

Monsieur le Premier ministre, rassurez-vous : l'enfer de Matignon va bientôt prendre fin. Comptez sur l'union des patriotes pour abrégé vos souffrances. (*Sourires sur plusieurs bancs des groupes UDR et RN.*) Votre tour de garde d'un président déchu sera bref. Le retour au peuple, aux urnes, pour laisser trancher les Français, va arriver.

Avec nous, l'agonie du macronisme ne sera pas celle de la France, votre effondrement ne sera pas celui des Français. L'heure du sursaut est là. Non, la France n'est pas finie : la dissolution est inéluctable, votre remplacement à Matignon par Jordan Bardella est imminent. (*Applaudissements sur les bancs des groupes UDR et RN.*) Le compte à rebours a commencé, le sablier s'écoule inexorablement ; l'alternance arrive, et rien ne pourra l'empêcher ! (*Les députés des groupes UDR et RN se lèvent et applaudissent.*)

Mme la présidente. La parole est à M. Sébastien Chenu.

M. Alexis Corbière. Le même discours : Ciotti 2 ?

M. Sébastien Chenu (RN). Monsieur le Premier ministre, bonjour – et au revoir ! Comme vous le savez, on oppose souvent « bonjour » et « au revoir », alors que, dans la langue française, dire « bonjour » quand on quitte une personne n'est pas incorrect : « Tu pars déjà ? Alors bonjour et à bientôt », écrivait Jules Verne. Alors, bonjour, monsieur le Premier ministre, et, espérons-nous, dès demain, au revoir, monsieur le Premier ministre.

M. Erwan Balanant. Vous l'avez déjà dit ! Une fois, ça passe, mais pas deux !

M. Emmanuel Maurel. Oui, c'est vraiment nul !

M. Sébastien Chenu. En montant à cette tribune, c'est l'Himalaya d'un pays que vous avez endetté au-delà de tout que vous gravisiez. Cette tribune est la terrasse depuis laquelle vous regardez votre œuvre collective, celle de l'inaction, de l'absence de courage politique, de la soumission à l'Union européenne et de l'aveuglement idéologique. Nous venons de vous entendre : à n'en pas douter, le plus dur, quand il faut finir, est de commencer. Missionné pour bricoler un budget se basant sur le plan de votre prédécesseur, François Bayrou, vous allez en réalité éteindre la lumière du macronisme.

Vous nous aviez promis la rupture, tant sur la forme que sur le fond, mais nous aurons la continuité, sur la forme comme sur le fond, sans que rien ne soit résolu : mêmes conseillers ministériels, même premier déplacement, mêmes pratiques, même politique, mêmes ministres. La France s'interroge d'ailleurs sur l'idée lumineuse du retour de Bruno Le Maire la semaine dernière au gouvernement – l'homme de la ruine, réfugié en Suisse, qui, à la seule évocation de son nom, a plongé le pays dans une crise toujours plus profonde. Cette crise politique permit à feu Bruno Retailleau de s'offusquer à l'idée de siéger à côté de Bruno Le Maire, pourtant issu du même parti politique que lui, alors qu'il roucoulait depuis de longs mois entre Manuel Valls et Élisabeth Borne ! (*Applaudissements sur les bancs des groupes RN et UDR.*)

Pour la rupture gouvernementale, vous repasserez. Entre ministres épuisés, recyclés, débauchés, qui trouvent sur ce radeau de *La Méduse* l'espoir d'exister encore un peu, et technos ternes déconnectés avec arrogance du pays réel, ce gouvernement ressemble à celui de l'an I du macronisme ; comme dans l'Évangile, les premiers seront les derniers. (*Rires sur les bancs du groupe RN.*) Quelques survivants du gouvernement Raffarin rappellent davantage le train fantôme que le Futuroscope. (*Rires et applaudissements sur les bancs des groupes RN et UDR.*) Le gouvernement compte aussi un

ministre de l'économie qui veut que la France ne siège plus au Conseil de sécurité des Nations unies, un ministre du logement qui refuse la priorité nationale en matière de logement,...

M. Vincent Jeanbrun, ministre de la ville et du logement. Elle n'est pas constitutionnelle !

M. Sébastien Chenu. ...lui préférant la priorité amicale (*Mêmes mouvements*), et quelques ministres LR désormais prêts à cautionner le contraire de ce qu'ils racontent à leurs nombreux électeurs – par ici la bonne soupe ! (*Mêmes mouvements.*) Si les dernières gorgées dégoûtent les Français, ici, les LR les avalent cul sec. (*Mêmes mouvements.*)

M. Alexis Corbière. C'est du comique troupier...

M. Sébastien Chenu. Comment ne pas voir, avec le hold-up de la technostructure sur les grands ministères du quotidien, la mainmise de l'État profond, qui gouverne ici en pleine lumière ? Cela ne serait qu'anecdotique si ces acteurs ne portaient pas des convictions dangereuses, à l'image de la nouvelle ministre de l'écologie, militante antinucléaire, renforçant dans cette période de crise l'illisibilité écologique du gouvernement. Une écolo barbu, on a déjà vu ;...

M. Alexis Corbière. Ça y est, des remarques sur le physique !

M. Sébastien Chenu. ...une Barbut ministre antinucléaire, on ne veut pas voir ! (*Mêmes mouvements.*)

Point de rupture pour ce qui concerne les hommes, point de rupture pour ce qui concerne les politiques : tout est tenté pour vous survivre à vous-mêmes, en une gesticulation piteuse. Walter Benjamin l'écrivait :...

M. Alexis Corbière. Ne citez pas Walter Benjamin, un peu de décence !

M. Sébastien Chenu. ...« La catastrophe, c'est lorsque les choses suivent leur cours ». (*Applaudissements sur les bancs des groupes RN et UDR.*) C'est là votre objectif : reprendre le cours catastrophique des choses, durer, tenir, continuer. Si l'on fermait les yeux, on croirait entendre encore François Bayrou.

Alors vous faites semblant. Vous faites semblant de renoncer à l'utilisation de l'article 49.3, pour mieux achever le débat budgétaire par ordonnances. Vous faites semblant de rompre, alors que votre feuille de route est celle de Bercy, qui puise 19 milliards d'euros d'impôts dans les poches des Français tout en continuant à laisser filer la dépense publique, notamment la plus toxique. Pour la rupture, vous repasserez !

En revanche, nous allons vous retenir quelques instants au sujet de votre bilan. M. Attal, désormais opposant numéro un à Emmanuel Macron (*Rires sur les bancs des groupes RN et UDR*), voulait en 2024 « désmicardiser » la France. En 2017, la part de travailleurs payés au smic était de 10 % ; elle est de 15 % actuellement. La productivité française était une source de fierté ; elle a baissé de 3,5 %. Le tissu des PME irriguait notre économie ; le nombre de faillites n'a jamais été si élevé qu'à présent.

M. Sylvain Maillard. C'est faux !

M. Sébastien Chenu. Il a encore augmenté de 3 % entre 2024 et 2025. Les courageux dirigeants des très petites entreprises (TPE) forcent notre admiration : 50 % d'entre eux sont payés moins du smic et un tiers gagnent moins de 1 000 euros par mois, selon leur propre syndicat. Qu'avez-vous fait de notre pays, monsieur le Premier ministre ? Vous

l'avez ruiné, vous l'avez ubérisé, vous l'avez insécurisé, vous l'avez dégradé, vous l'avez livré aux prédateurs de tout poil et vous l'avez abîmé.

Vous n'êtes même pas capables d'assumer la crise que vous avez suscitée, car vous n'êtes jamais responsables de rien. Pour vous, la faute, c'est toujours celle des autres : les gilets jaunes, les Anglais, le Rassemblement national, Trump, Israël, le covid, les ouragans. En réalité, votre responsabilité est immense : la vôtre, monsieur le Premier ministre, car vous êtes là depuis le premier jour, mais surtout celle du président de la République, véritable artisan du chaos.

Le peuple de France crie son incompréhension tous les jours. Il crie sa douleur, il crie ses blessures, il crie ses attentes. Vous préférez les ignorer, parce que vous avez peur de lui. Vous avez peur du peuple de France. Nous, ici, avec Marine Le Pen, nous sommes le cri du peuple. *(Applaudissements sur les bancs des groupes RN et UDR.)*

M. Raphaël Arnault. N'importe quoi !

M. Sébastien Chenu. Nous sommes le cri du peuple qui veut vivre de son travail, de son talent, de sa créativité, de son agriculture, de son industrie, de son intelligence collective. Ce peuple demande que vous vous attaquiez aux dépenses toxiques de l'État, telles que les agences, les millefeuilles, les planques à copains – mais il n'y a rien en vue ; à la contribution à l'Union européenne – mais elle augmente encore dans ce projet de budget ; au coût de l'immigration, tabou suprême, à la fraude sociale et fiscale, à la fiscalité, afin qu'elle soit plus juste et tournée vers la croissance, à l'aide au développement, qui ressemble souvent à la gabegie – mais, là non plus, il n'y a rien en vue.

M. François Cormier-Bouligeon. Et vous, rendez l'argent !

Mme Marie Pochon. Rendez les 4 millions !

M. Sébastien Chenu. Le cri du peuple que nous portons, c'est celui des retraités, qui seront encore la variable d'ajustement, avec la fin de l'abattement de 10 % et le gel des pensions que vous envisagez. Quel acharnement !

Ce cri, c'est celui des classes moyennes : avec le gel du barème de l'impôt sur le revenu, la taxation des titres-restaurant et des chèques-vacances, leur pouvoir d'achat diminuera encore une fois – comme ces personnes ne cassent rien, bien entendu, vous les tondez.

Ce cri, c'est celui des jeunes, qui verront leurs jobs d'étudiant fiscalisés, mesure mesquine et injuste qui s'inscrit dans la même logique que la suppression des 5 euros d'aide personnalisée au logement (APL).

Ce cri, c'est celui de la France populaire, qui verra, à travers l'année blanche, les salaires du public et les prestations sociales gelées, et son pouvoir d'achat affecté encore une fois.

Ce cri, c'est celui des Français qui vivent en dehors des métropoles, qui verront les collectivités, notamment leurs communes, touchées davantage encore.

Ce cri, c'est celui des outre-mer et de nos compatriotes de Mayotte – Anhya Bamana est parmi nous *(Applaudissements sur les bancs des groupes RN et UDR)* –, qui ont été oubliés dans vos préoccupations budgétaires : pas un mot !

Ce cri, c'est celui d'un pays qui ne veut pas mourir, qui ne se résout pas à accueillir 500 000 étrangers par an, et qui mérite que l'effort de justice fiscale que propose le Rassemblement national, avec Marine Le Pen, soit consacré à la relance de la natalité, enjeu majeur que vous ignorez. Pour la rupture, monsieur le Premier ministre, vous repasserez !

Dites-le vous bien : nous ne sommes dupes de rien. Nous ne sommes pas achetables.

M. François Hollande. C'est déjà fait !

M. Sébastien Chenu. Notre position n'est pas négociable : nous ne l'échangeons ni contre la proportionnelle ni contre l'arrêt des horloges préconisé par l'économiste macroniste Aghion, car votre parole, monsieur le Premier ministre, pèse peu. Lorsque vous parlez, c'est Emmanuel Macron que nous entendons.

Chacun prendra ses responsabilités. Qui des LR ou des socialistes se couchera le premier ? Qui viendra en premier au secours du *Titanic* qu'est devenue la Macronie ? Qui acceptera une hausse de 10 % des recettes de l'impôt sur le revenu ?

M. Pierre Cazeneuve. Dix pour cent ? N'importe quoi !

M. Sébastien Chenu. Qui acceptera la fin du dégrèvement des frais de scolarité ? Quel socialiste longera les murs demain parce qu'il n'aura pas voté la censure ?

Embobiné par une hypothétique suspension de la loi sur les retraites – qui ne figure même pas dans le texte budgétaire – lui permettant de justifier le sauvetage de la Macronie, le PS, acheté pour pas cher, sera roulé dans la farine : il aura le maintien de la réforme des retraites et le déshonneur. Il va jusqu'à demander la suspension de la loi Touraine, sa propre loi, pour éviter l'élection. *(Applaudissements sur les bancs des groupes RN et UDR.)* Pauvre Mme Touraine qui doit se retourner dans sa tombe... Ah, pardon, elle est encore vivante ! *(Sourires sur les bancs du groupe RN.)*

M. Erwan Balanant. C'est lamentable ! Quelle inélégance !

M. Sébastien Chenu. Les Français vous voient, vous, membres de l'UMP, du PS aux Républicains ; ils constatent vos petites, vos insincérités, vos calculs de boutiquier. Peut-être est-ce finalement encore pire que les échecs de la Macronie. Vous avez « topé », comme vous dites, sur le dos des retraités, des classes populaires, des étudiants, pour échapper au suffrage universel.

M. Gérard Leseul. menteur !

M. Sébastien Chenu. Comment imaginez-vous un jour, socialistes et Républicains, diriger de nouveau notre pays avec comme seul programme d'empêcher l'alternance, donc d'empêcher la démocratie ? Il y a pourtant urgence à l'alternance ; il y a urgence à retrouver de la stabilité, à récompenser les efforts et les sacrifices imposés aux Français par vos politiques, à redonner un cap au pays.

Jordan Bardella l'avait indiqué : s'il n'y a pas de rupture, alors il y aura censure. Cette censure est méritée et elle arrive, quoi qu'il en soit. Bien sûr, elle demande du courage...

M. Pierre Cazeneuve. Du courage ? Quoi, comme courage ?

M. Sébastien Chenu. ...de la force et de la liberté : le courage des convictions *(M. Pierre Cazeneuve s'esclaffe)*, la force de résister aux pressions, la liberté – que devrait avoir chaque parlementaire – d'agir selon sa conscience. C'est à votre liberté intérieure, chers collègues, que je fais appel ce soir. « Sauvons la liberté, la liberté sauve le reste », clamait Victor Hugo.

M. Matthias Tavel. Laissez Victor Hugo tranquille !

M. Sébastien Chenu. Devant le pays qui le réclame, soyez, chers collègues, libres et forts ; soyez des législateurs ; soyez des Français. Hissez-vous à la hauteur de l'événement ! Demain, censurez-les. Bonjour – et au revoir, monsieur le Premier ministre ! *(Les députés des groupes RN et UDR se lèvent et applaudissent.)*

Mme la présidente. La parole est à M. Gabriel Attal.

M. Gabriel Attal (EPR). En un an, c'est la quatrième fois que nous nous retrouvons pour prendre position sur une déclaration de politique générale et, au cours de la même période, neuf motions de censure ont été examinées dans l'hémicycle. C'est donc la treizième fois en un an que nous avons l'occasion de débattre et de faire connaître la position de chacun de nos groupes. Celles-ci sont connues; nous aurions tous pu imaginer à l'avance les différentes interventions.

Il y a ceux qui affirment clairement qu'ils censureront tout, quoi qu'il advienne, jusqu'à une dissolution, une destitution ou une démission. (*Applaudissements sur quelques bancs du groupe LFI-NFP.*) Il y a ceux, comme nous, qui cherchent la stabilité (*Exclamations sur quelques bancs du groupe LFI-NFP*), sans menacer d'une censure, sans imposer de lignes rouges. La stabilité ici envisagée n'est pas un immobilisme; elle est un mouvement par le compromis (*M. Matthias Tavel s'exclame*), par la volonté de discuter des idées avant de parler des personnes. La position de mon groupe, celle de mon parti, est connue; elle n'a pas varié d'un iota depuis plus d'un an.

Mme Marie Pochon. C'est bien le problème!

M. Gabriel Attal. Je ne consacrerai pas mon intervention à vous rappeler ce que vous savez déjà – cela tient en trois phrases: premièrement, nous voulons que le gouvernement réussisse; deuxièmement, nous voulons qu'un budget soit voté d'ici à la fin de l'année; troisièmement, nous sommes prêts à faire des compromis pour y arriver. (*Applaudissements sur les bancs du groupe EPR et sur quelques bancs du groupe Dem. – M. Laurent Wauquiez applaudit également.*)

Monsieur le Premier ministre, vous avez annoncé que vous proposerez la suspension de la réforme des retraites. Sur ce point, il faut être clair: la messe est dite, puisque les groupes qui souhaitent revenir sur cette réforme, à gauche et au Rassemblement national, ont la majorité absolue dans l'hémicycle.

M. Matthias Tavel. Alors laissez-nous voter pour son abrogation!

M. Gabriel Attal. Quel que soit le sens de notre vote, à nous qui avons défendu cette réforme, elle sera donc suspendue.

M. Matthias Tavel. Elle doit être abrogée!

M. Gabriel Attal. En ce qui concerne les députés Renaissance, notre idéal en 2017 n'était pas d'entrer dans la valse des réformes paramétriques, comme des pansements que l'on met – et désormais que l'on enlève – tous les deux ans. Notre idéal est un changement de système, car notre système est en train de mourir étant donné les bascules démographiques et technologiques. (*Applaudissements sur les bancs du groupe EPR et sur quelques bancs du groupe Dem.*)

Ces derniers mois, nous avons travaillé. J'avais confié à Stéphanie Rist, que je félicite pour sa nomination au gouvernement (*Applaudissements sur les bancs du groupe EPR*), le soin de préparer, au nom de notre parti, Renaissance, une réforme systémique. Cette réforme pour un système de retraite universel, par points, débarrassé du totem de l'âge légal mais fondé sur la seule durée de cotisation et comportant de la capitalisation ouverte à tous, est prête, disponible; nous la défendrons. (*Applaudissements sur quelques bancs du groupe EPR.*)

Mme Mathilde Panot. C'est la réforme de 2019. Nous en avons déjà débattu!

M. Gabriel Attal. Mes chers collègues, notre position est connue. C'est pourquoi, à cette tribune, je veux consacrer le temps dont je dispose à parler de ce qui s'est passé en France ces derniers jours, mais qui a, hélas, été invisibilisé par le spectacle politique qui a occupé tant d'heures sur les plateaux télé, sur les ondes radios, tant de lignes dans les pages des journaux. Je veux parler de ces jours où, loin du vacarme parisien, la France a bougé, changé, vécu au rythme de tous les défis qui l'animent, car si la politique ne parle plus des Français, alors elle ne parle plus de rien.

Ces derniers jours, nous avons commémoré des événements. Hier, nous en avons commémoré un, douloureux, effroyable: l'assassinat, il y a deux ans, de Dominique Bernard, victime du terrorisme islamiste pour avoir défendu son lycée, défendu ses élèves, défendu le savoir. J'étais hier à Arras, auprès de sa veuve, de ses élèves et de ses collègues. Là-bas, les larmes ne sont pas encore sèches; la douleur est encore vive. J'ai vu des femmes et des hommes qui attendent des actes. Alors, oui, nous défendrons des actes pour notre école, pour qu'elle reste le sanctuaire du savoir; des actes contre le terrorisme, contre l'islamisme, qui menace toutes nos valeurs.

Ces derniers jours –? vous l'avez rappelé, madame la présidente –, la France a remporté deux prix Nobel: l'un a été remis à Michel Devoret, en physique, pour la découverte de l'effet tunnel quantique, l'autre à Philippe Aghion, en économie, pour ses travaux sur l'innovation. (*Applaudissements sur les bancs du groupe EPR et sur quelques bancs du groupe Dem.*) Ces deux distinctions nous rendent fiers et nous rappellent que la France a des talents, qu'elle a tous les atouts pour réussir. Elles nous rappellent aussi que ces talents peuvent malheureusement préférer s'exiler pour faire de la recherche ou pour enseigner. Alors, oui, nous défendrons des actes pour les garder et pour continuer à soutenir l'innovation et la recherche. (*M. Paul Midy applaudit.*)

Ces derniers jours ont été ceux de la liberté, avec, bien sûr, la libération des otages israéliens, retenus, depuis deux ans maintenant, dans des conditions inhumaines.

M. Sylvain Maillard. Merci de le rappeler!

M. Gabriel Attal. Cette libération intervient comme une délivrance après le massacre du 7 octobre et comme un espoir pour la paix au Proche-Orient. (*Applaudissements sur quelques bancs du groupe EPR.*)

La liberté est aussi celle qu'incarne la récipiendaire du prix Nobel de la paix, Maria Corina Machado, héroïque face à l'oppression qui sévit au Venezuela. (*Mêmes mouvements.*)

La liberté, c'est bien sûr le regard de Robert Badinter, entrant au Panthéon pour veiller à jamais sur la République, lui qui avait la justice pour unique combat et le droit pour seule arme.

Ces derniers jours ont aussi été ceux de drames qui ont marqué les Français, qui les inquiètent et les touchent vraiment et fortement. C'est, hier, à Grasse, le féminicide terrible d'une femme tuée de seize coups de couteau. C'est, dimanche, un octogénaire roué de coups en pleine rue, victime de la violence gratuite. Ce sont quatre policiers blessés, dans des violences insupportables, en plein centre de Paris, après l'annulation d'un concert. Autant de drames qui nous rappellent que la sécurité n'attend pas, que l'ordre public ne connaît pas d'affaires courantes et qu'il faut agir, encore et encore, pour protéger les Français.

Mme Katiana Levavasseur et Mme Hanane Mansouri. Lola!

M. Gabriel Attal. Et si je parle de drames, je veux en évoquer un qui m'a serré le cœur : je parle du suicide de cette petite fille de 9 ans, à Sarreguemines, en Moselle, victime du harcèlement scolaire. Neuf ans ! J'ai honte en pensant au martyr enduré par cette petite fille et à la souffrance de sa famille, honte de me dire qu'au lieu de discuter de la façon d'agir pour que chaque élève se sente bien à l'école, nous puissions perdre encore du temps en nous empêchant nous-mêmes d'agir pour l'école. *(Applaudissements sur les bancs du groupe EPR.)*

M. Louis Boyard. Vous avez supprimé 400 postes !

M. Gabriel Attal. Ces derniers jours, un nouvel espoir a été donné aux salariés d'ArcelorMittal, après que le vice-président exécutif de la Commission européenne a annoncé une baisse des importations d'acier et la hausse des droits de douane de l'Union européenne (UE),...

M. Matthias Renault. C'est du cynisme à l'état pur !

M. Gabriel Attal. ...ouvrant ainsi la voie à de nouveaux investissements industriels à Dunkerque, tout en continuant le combat pour la souveraineté économique et industrielle de notre continent – un combat dans lequel nous devons jeter toutes nos forces si nous voulons continuer à peser, et sur lequel l'instabilité pèse comme une épée de Damoclès.

Ces derniers jours, le plus grand cargo à voile du monde a accosté à Saint-Nazaire. Il s'agit d'un bateau français, ce qui montre qu'innovation rime avec décarbonation, que des solutions existent pour réussir la transition écologique et qu'elles peuvent être françaises. *(Applaudissements sur quelques bancs du groupe EPR.)*

M. Hervé Berville. Eh oui !

M. Gabriel Attal. Et puisque nous parlons transports, l'A320 est devenu, depuis quelques jours, l'avion le plus commandé au monde, et Airbus a annoncé qu'il allait agrandir son site de Toulouse et accélérer les recrutements. *(Mêmes mouvements.)* C'est la preuve que nous pouvons encore être des pionniers et que nous ne devons rien lâcher ; la preuve que la transition écologique est possible, qu'elle avance, mais qu'elle ne pourra jamais se faire si nous misons encore sur les blocages.

Ces derniers jours, un homme, Charlie Dalin, a confié son histoire, celle du courage : il a gagné le Vendée Globe malgré un cancer. Dimanche dernier, dans des milliers de communes en France, dans toutes nos circonscriptions, des concerts et des marches ont eu lieu pour Octobre rose, pour s'engager contre le cancer du sein.

Mme Marie-Charlotte Garin. Vous avez voté la loi Duplomb !

M. Gabriel Attal. Hier, à Évreux, une ville en liesse a célébré le ballon d'or d'Ousmane Dembélé. Certains trouvent peut-être cela dérisoire : c'est pourtant la France. *(Exclamations sur les bancs des groupes LFI-NFP et EcoS.)*

C'est cela la France ; celle qui, malgré les soubresauts politiques, travaille, crée, recherche ; la France qui s'engage, qui partage ; la France qui a peur, parfois,...

Mme Hanane Mansouri. Peur de vous !

M. Gabriel Attal. ...qui s'insurge et se désole, c'est vrai, mais qui ne baisse jamais la tête.

La France n'attend pas ses politiques pour vivre mais les Français attendent de nous des réponses, des solutions, des actions. Ils attendent de nous des actes – des actes véritables ! *(Applaudissements sur les bancs du groupe EPR et sur quelques bancs du groupe DR.)*

M. Matthias Tavel. Ça fait huit ans qu'ils attendent !

M. Gabriel Attal. Monsieur le Premier ministre, vous tracez un chemin ; il est étroit, nous le savons tous. Vous appelez à partager le pouvoir, à écouter, à agir avec les Français, avec les collectivités, avec les partenaires sociaux, avec les parlementaires. Partager le pouvoir, c'est ce pour quoi nous plaçons. Vous vous êtes donné une mission : donner un budget à la France ; c'est aussi la nôtre. Assurer l'ordre, la stabilité dont le pays a besoin, c'est aussi notre volonté. Nous serons donc à vos côtés et aux côtés du gouvernement pour réussir.

Avec mon groupe parlementaire, avec mon parti, nous n'avons jamais rien réclamé. *(Exclamations et rires sur plusieurs bancs des groupes LFI-NFP et EcoS.)*

M. Sylvain Maillard. Eh oui !

M. Hervé Berville. Eh oui, ça existe !

M. Gabriel Attal. Nous n'avons jamais tracé de ligne rouge, jamais exigé le moindre poste, jamais jeté l'anathème sur un nom. Pourquoi ? Parce que la seule chose que nous voulons, c'est que ça marche, même si parfois cela doit nous coûter ; parce que ce qui compte à la fin, ce sont les Français, ce sont les femmes et les hommes de notre pays, qui vivent aujourd'hui sans la politique et qui n'attendent plus qu'une chose :...

M. Matthias Renault et M. Emeric Salmon. Votre départ !

M. Gabriel Attal. ...qu'elle s'intéresse de nouveau à eux.

Nous serons au rendez-vous. Alors, je n'ai qu'une chose à dire : mettons-nous au travail ! Au travail pour un budget ! Au travail pour réformer ! Au travail pour les Français ! *(Les députés du groupe EPR se lèvent et applaudissent. – Applaudissements sur quelques bancs des groupes DR, Dem et HOR.)*

Mme la présidente. La parole est à Mme Mathilde Panot.

Mme Mathilde Panot (LFI-NFP). Monsieur le Premier ministre, votre présence devant nous est un affront à la démocratie. *(Applaudissements sur les bancs du groupe LFI-NFP. – M. Benjamin Lucas-Lundy applaudit également.)* Vous avez déjà été censuré deux fois par cette assemblée, comme membre des gouvernements Barnier puis Bayrou. Et pourtant, vous voilà consacré Premier ministre – le troisième locataire de Matignon en moins d'un an !

Mme Danielle Brulebois. Baissez les décibels !

Mme Mathilde Panot. Contrats courts, bail précaire : le macronisme face à lui-même ! *(Rires et applaudissements sur les bancs du groupe LFI-NFP. – M. Benjamin Lucas-Lundy applaudit également.)* Devenu Premier ministre comme on entre dans les ordres, parti lundi soi-disant en « dernier des gaullistes », revenu vendredi en dernier des fidèles, vous voilà ici sous la contrainte du chef. Dans l'intervalle : arrangements et tambouilles secrètes, rythmées par les défections de votre clan, les ambitions médiocres d'un parti assis sur 4 % des voix et de quelques figurants, dont la vocation d'une semaine a semblé être de sauver à tout prix la politique de Macron, qui a tant fait souffrir notre pays. *(Applaudissements sur les bancs du groupe LFI-NFP.)*

Votre présence le confirme à vos dépens : Emmanuel Macron est un cas désespéré. Votre nomination est l'aveu même de l'entêtement du président – mais pour comprendre, il faut revenir aux origines.

Il n'est pas d'éruption volcanique sans fissure dans la couche terrestre, comme il n'est pas de séisme politique sans fracture avec le peuple. En 2022, Emmanuel Macron proclame : « Ce vote m'oblige », avant de violenter la nation avec une réforme des retraites empoisonnée. (*Applaudissements sur les bancs du groupe LFI-NFP et sur plusieurs bancs du groupe EcoS. – M. Marcellin Nadeau applaudit également.*) En 2024, Emmanuel Macron perd les élections européennes. Il réplique par la grenade dégoupillée de la dissolution. Retour à l'expéditeur : Emmanuel Macron perd à nouveau les élections. (*Mêmes mouvements.*)

Depuis, malgré les contestations et le mouvement social, le président nie délibérément le verdict des urnes. Trois premiers ministres plus tard, vous voilà tentant de sauver ce qui peut l'être – sans même les apparences. Oui, en politique comme en géologie, chaque secousse contient la suivante et chaque fracture agrandit celle qui la précède !

Après ces dénis démocratiques, quelle ironie de vous entendre parler de « responsabilité », de « compromis », de « stabilité ». Dans votre langage, le « compromis » consiste à rallier votre position, comme si vous étiez le centre de gravité du champ politique. (*Mêmes mouvements.*) Il faudrait vous remercier pour l'année blanche, pour la baisse des remboursements pour les malades atteints de cancer,...

Mme Anaïs Belouassa-Cherifi. La honte !

Mme Mathilde Panot. ...pour le doublement des franchises médicales et pour le refus de l'impôt de solidarité sur la fortune (ISF). Merci, mais non merci ! (*Applaudissements sur les bancs du groupe LFI-NFP.*) La « responsabilité » serait de donner un sursis à une politique battue dans les urnes. La « stabilité » imposerait de céder aux caprices du président. À cet égard, vous avez raison : il n'y a rien de plus stable qu'un régime autoritaire ! (*Exclamations sur les bancs des groupes EPR et Dem.*)

M. Philippe Vigier. Ça vous va bien de dire ça !

Mme Mathilde Panot. Vous parlez encore de « socle », alors que le sol se dérobe sous vos pieds. Les deux anciens premiers ministres, Édouard Philippe et Gabriel Attal, pourtant sortis de la cuisse de Jupiter, l'ont bien compris : « Sauve qui peut ! » Il ne fait pas bon être assimilé, de près ou de loin, à Emmanuel Macron. (*Applaudissements sur les bancs du groupe LFI-NFP.*) En effet, nous assistons depuis un an à une contradiction entre la volonté générale et la volonté d'un seul.

Pour vous avoir longuement pratiqués, nous connaissons le prochain acte de ce coup de force : un chantage au budget – ou plutôt à votre budget. Vous n'avez eu, malgré vos défaites, aucun scrupule à appliquer le programme, tout le programme, rien que le programme du macronisme radicalisé. (*Applaudissements sur les bancs du groupe LFI-NFP et sur plusieurs bancs des groupes EcoS et GDR.*) Mais le peuple ne veut plus de votre politique. Trois quarts des Français souhaitent le départ du président – son départ, car il refuse obstinément de changer une politique qui a porté le nombre de pauvres à plus de 11 millions dans notre pays, dégradé l'école comme l'hôpital public, malmené notre industrie, érodé notre souveraineté.

Mme Anaïs Belouassa-Cherifi. Exactement !

Mme Mathilde Panot. Ça ne tient plus – jusqu'aux associations qui sonnent l'alerte. Ça ne tient plus, parce que vous êtes le pouvoir qui rogne les libertés associatives et qui baisse les subventions. (*Mêmes mouvements.*)

Monsieur le Premier ministre, plus personne ne croit en vous, car nous vous avons déjà vu à l'œuvre. Vous êtes le seul homme du pays à avoir participé à tous les gouvernements d'Emmanuel Macron – tous, sans exception. Depuis 2017, c'est votre haine de classe qui s'est abattue sur le pays.

Mme Sandra Marsaud. Oh là là !

Mme Mathilde Panot. C'est vous qui avez déployé le GIGN et le Raid contre le peuple guadeloupéen en lutte pour le droit à l'eau et à la santé. (*Mêmes mouvements.*)

M. Jean-Victor Castor. Exact !

Mme Marie Mesmeur. La honte !

Mme Mathilde Panot. C'est encore vous qui avez imposé la date du troisième référendum en Kanaky Nouvelle-Calédonie, rompant ainsi un processus de quarante ans de paix civile et de décolonisation. (*Mêmes mouvements.*) Votre passage en force concernant le dégel du corps électoral aura causé quinze morts et l'effondrement économique et social du territoire.

C'est vous, toujours, qui avez enterré les revendications des gilets jaunes. Vous avez fait du peuple votre ennemi.

Vous incarnez surtout, monsieur le Premier ministre, la complicité de la France dans le génocide mené par Netanyahu contre le peuple palestinien. (*Applaudissements sur les bancs du groupe LFI-NFP.*) Vous avez menti en affirmant que la France ne livrait aucune arme à Israël. C'est le peuple de France qui vous a contraint à la plus minime des décences : reconnaître l'État de Palestine, qui agonise à cause de l'abandon du monde. (*Mêmes mouvements.*) C'est le peuple qui sauve l'honneur de la France en brandissant le drapeau palestinien partout. C'est le peuple lui-même qui a pris la mer pour briser le blocus illégal de Gaza. (*Applaudissements sur les bancs du groupe LFI-NFP, dont plusieurs députés se lèvent.*)

M. Emeric Salmon. Il y en a qui se sont payé des vacances !

Mme Mathilde Panot. Au-delà de votre parcours, vos actes parlent d'eux-mêmes. Votre premier déplacement aura été à l'hôpital pour expliquer que les problèmes budgétaires du pays sont dus au trop d'argent mis dans l'hôpital public.

M. Jean-François Coulomme. Quelle honte !

Mme Mathilde Panot. Les soignants épuisés et les patients abandonnés apprécieront cette saillie venant de ceux qui ont fermé 30 000 lits en huit ans. (*Applaudissements sur les bancs du groupe LFI-NFP. – Mme Marie Pochon et M. Marcellin Nadeau applaudissent également.*) Votre première décision aura été de nommer deux hauts fonctionnaires pour démanteler l'État – la même méthode que celle employée aux États-Unis par Trump et en Argentine par Milei, qui, avec sa tronçonneuse, a mené son pays à la faillite. Piller les caisses de l'État pour engraisser le grand patronat, cela ne marche jamais longtemps. (*Applaudissements sur quelques bancs du groupe LFI-NFP.*)

La logique des Insoumis a toujours été la même : nous ne participerons pas à votre sauvetage. (*Mêmes mouvements.*) Nous avons compris qu'Emmanuel Macron ne changera pas de politique aussi longtemps qu'il restera au pouvoir. À cet égard, la crise que nous traversons ne connaîtra pas de retour à la normale. Le présidentielisme est crépusculaire. Emmanuel Macron a, sans l'aide de quiconque, abîmé sa

fonction et épuisé les institutions de la V^e République. En organisant l'irresponsabilité d'un homme, qui ne cesse de rejeter sur les autres les conséquences de ses actes, notre Constitution permet toutes les dérives autoritaires, les caprices et combine d'un seul homme à qui elle confie les pleins pouvoirs.

Pourtant, dans les méandres de ses errements, le président a livré un aveu. De qui a-t-il donc le plus à craindre, lui qui tremble à l'idée de voir sa politique démantelée ? On apprend ici et là qu'Emmanuel Macron, au soir du premier tour des élections législatives, manigançait, espérant voir l'extrême droite en tête. Il pensait alors que les fondamentaux de sa politique seraient poursuivis par d'autres moyens, à l'inverse de ce qu'il pouvait espérer de nous. (« *Eh oui !* » et *applaudissements sur les bancs du groupe LFI-NFP*. – MM. Benjamin Lucas-Lundy et Marcellin Nadeau applaudissent également.) Le système et son assurance-vie : la loi de l'attraction ne trompe pas, n'en déplaise aux frontistes ridicules qui pleurnichent toute la journée à propos d'une prétendue alliance ou d'un scrutin qui leur aurait été volé. (*Applaudissements sur les bancs du groupe LFI-NFP, dont les députés se lèvent*. – *Exclamations sur les bancs des groupes RN et UDR*.)

Mme Hanane Mansouri. Vous avez voté Macron deux fois !

Mme Mathilde Panot. Apprenez les règles élémentaires de la démocratie : vous avez perdu les élections parce que les Français ne voulaient pas de vous ! Gardez plutôt votre énergie pour vos procès. (*Mêmes mouvements*.) Donnez-nous plutôt des explications : madame Le Pen – qui n'êtes pas là –, voulez-vous abroger la retraite à 64 ans ou la repousser à 67 ans, comme votre ami Ciotti ? À moins que vous ne souhaitiez – comme la droite, à qui vous faites du pied – la reporter à 65 ans ? Madame Le Pen, est-ce pour séduire les 1 800 familles les plus riches que vous refusez la taxe Zucman ? (*Applaudissements sur les bancs du groupe LFI-NFP et sur quelques bancs du groupe EcoS*.) Et pourquoi avoir voté contre la prise en charge intégrale des soins liés au cancer du sein ?

À présent, la tectonique des places politiques est enclenchée. Le retaillio-macronisme pourrait trouver un prolongement à l'extrême droite ; après tout, Le Pen et ses amis ont sauvé par deux fois Macron de la destitution.

M. Emeric Salmon. Vous avez voté pour lui !

Mme Mathilde Panot. L'extrême droite a refusé à huit reprises de voter la censure de Bayrou. (« *Non, c'est vous !* » sur les bancs du groupe RN.) Nous seuls sommes capables d'une rupture ! (*Applaudissements sur les bancs du groupe LFI-NFP, dont quelques députés se lèvent*. – M. Benjamin Lucas-Lundy et Mme Marie Pochon applaudissent également.)

Alors que tant de défis nous attendent, le monarque présidentiel fait perdre du temps à tous. Le second mandat d'Emmanuel Macron est un mandat pour rien. Dorénavant, peu de choix s'offrent à lui. La dissolution serait encore une manière de rejeter la faute sur l'Assemblée, alors qu'elle relève de l'Élysée. Elle ne garantit pas plus de clarté et ne présage rien de ce que le président fera du résultat.

Les Insoumis proposent une voie de sortie de cette crise : ...

Mme Hanane Mansouri. Le barrage des castors !

Un député du groupe EPR. Une voie de garage !

Mme Mathilde Panot. ...d'abord, votre censure (*Applaudissements sur les bancs du groupe LFI-NFP*) ; ensuite, le vote d'une loi spéciale, qui permettra de reconduire momentanément les budgets pour l'année à venir ; et, puisque le compte à rebours du départ d'Emmanuel Macron est lancé, il faudra

en passer par la démission ou par la destitution du président. (*Applaudissements sur les bancs du groupe LFI-NFP, dont quelques députés se lèvent*.) Si la première relève de sa volonté, la seconde est la seule brèche dont nous disposons – comme le chantait Leonard Cohen, « dans toute chose il y a une brèche, et c'est par là qu'entre la lumière ».

Monsieur le Premier ministre, nous allons agrandir la brèche jusqu'à ce que s'écroule le vieux monde que vous incarnez. (*Applaudissements sur les bancs du groupe LFI-NFP*. – M. Marcellin Nadeau applaudit également.) Nous assistons à la fin du monde que nous avons connu ; guerre commerciale, retour de l'impérialisme, partout la hausse des conflits ! L'humanité tout entière est menacée par le dérèglement climatique, auquel notre pays n'est pas préparé. Les Français subissent depuis trop longtemps la maltraitance sociale, l'explosion des inégalités et de la pauvreté ainsi que la hausse du racisme, qui mine la dignité des êtres humains. (*Mêmes mouvements*.)

Nous réussirons parce que nous sommes prêts à traiter à la racine ce qui disloque notre pays. Il convient de reprendre le pouvoir à l'oligarchie qui le confisque, en passant à la VI^e République (*Applaudissements sur les bancs du groupe LFI-NFP*. – M. Benjamin Lucas-Lundy applaudit également),...

M. François Cormier-Bouigeon. Vous avez perdu toutes les élections !

Mme Mathilde Panot. ...d'organiser des conditions d'existence compatibles avec la vie humaine, de planifier de grands chantiers d'avenir énergétiques, industriels et écologiques, de partager les richesses en taxant les ultrariches (*Applaudissements sur les bancs des groupes LFI-NFP et sur quelques bancs du groupe EcoS*), de garantir l'unité du peuple contre le poison de la haine. Nous sommes prêts à bâtir la civilisation du temps libéré avec la retraite à 60 ans (« *Oui !* » et *applaudissements sur les bancs du groupe LFI-NFP*),...

M. Pierre Cazeneuve. Petits joueurs ! 58 ans !

M. Sylvain Maillard. La retraite à 30 ans !

Mme Mathilde Panot. ...car une réforme imposée contre tout un peuple, contre l'ensemble des syndicats, contre l'Assemblée nationale, ne se conclut pas, ne se discute pas, ne se suspend pas ; elle s'abroge. (« *Bravo !* » et *vifs applaudissements sur les bancs du groupe LFI-NFP*. – M. Benjamin Lucas-Lundy, M. Marcellin Nadeau et Mme Marie Pochon applaudissent également.)

Monsieur le Premier ministre, nous allons agrandir la brèche jour après jour, lutte après lutte, car dans chaque brèche, il y a la promesse d'un matin. (*Les députés du groupe LFI-NFP se lèvent et applaudissent*. – *Applaudissements sur plusieurs bancs des groupes EcoS et GDR*.)

Mme la présidente. La parole est à M. Boris Vallaud.

M. Louis Boyard. Allez, dites « censure » : c'est pas compliqué !

M. Boris Vallaud (SOC). Quelle folle semaine ! Alliances et mésalliances, participation sans soutien et soutien sans participation, nomination, démission, re-nomination, rifi et chienlit.

Mme Sarah Legrain. Accord caché !

M. Louis Boyard. Et trahison !

M. Boris Vallaud. Quel spectacle ! Celui d'un ministre de l'intérieur à peine nommé sabordant son propre gouvernement pour un Bruno de trop. Celui d'un ancien Premier ministre appelant, à l'heure de servir, à la démission de celui

qu'il a pourtant servi. Celui d'un chef de parti présidentiel dont l'intérêt bien compris est de ne plus comprendre le président lui-même. Voilà un socle pas commun, un socle pas commode. Quel désordre ! Et le désordre appelle toujours le retour de l'ordre, le pire de l'ordre.

Monsieur le Premier ministre, votre mission était terminée ; la voici qui reprend dans un contexte dont chacun mesure la gravité. Un monde menacé par l'égoïsme des nations, par la remise en cause du multilatéralisme et du droit international et *in fine* par la guerre ; un climat déréglé dont on peine à imaginer toutes les conséquences mais dont on éprouve déjà la brutalité mortelle ; une humanité percluse d'inégalités, rongée par la désespérance sociale, l'individualisme forcené, le ressentiment et pour tout dire la colère. Partout, des États-Unis à l'Europe, les ennemis mortels de la démocratie sont prêts à toutes les promesses et à tous les mensonges. Nous vivons dans un monde au bord du basculement.

Nous vous avons écouté avec l'attention qu'appelle la situation. « Nous vivons – et nous vivrons – dans une époque de crises », dites-vous. Vous ajoutez : « Soit on les subit, soit on les utilise. Soit on change, soit on sera changé. » Dans le moment grave et incertain où nous sommes, ce qui se joue en effet, ce n'est pas l'avenir du macronisme – il se meurt. Ce qui se joue est bien plus grand : c'est la démocratie elle-même.

Il faut entendre, monsieur le Premier ministre, mes chers collègues du socle commun, la colère qui gronde, le sentiment de ne compter pour rien et de ne jamais être écouté, l'aspiration au changement qui s'expriment précisément chez nos concitoyens. « Ils perdent les élections, ils gouvernent. Ils sont censurés, ils gouvernent. Ils n'ont pas la confiance, ils gouvernent. Ils démissionnent, ils gouvernent encore. »

M. Pierre Cordier. Un peu comme les socialistes autrefois !

M. Boris Vallaud. « Il est temps que ça s'arrête » : voilà ce que nous disent les Français excédés, dont les regards se tournent vers l'Élysée, parce qu'ils savent que les responsabilités ne se divisent pas et que celle du président de la République est éminente.

Mme Marie Mesmeur. Vous allez voter la censure, alors ?

M. Boris Vallaud. Le mal n'est pas que le pouvoir lui échappe ; le mal, c'est qu'il refuse d'accepter ce fait. Si ceux qui gouvernent refusent de partager le pouvoir et n'écoutent pas, si ceux qui s'opposent loyalement et négocient sincèrement, en républicains authentiques, n'obtiennent rien, alors oui, c'est la démocratie elle-même qui s'en trouve emportée. Mes chers collègues élus dans l'élan du front républicain, ne faisons pas comme si la plus grande crise qui nous menace n'était pas d'abord celle d'une extrême droite aux portes du pouvoir. (*Exclamations sur quelques bancs du groupe RN.*)

Mme Josy Poueyto. Et LFI !

Mme Marie Mesmeur. C'est nous qui avons gagné les élections l'année dernière !

M. Boris Vallaud. Pour reprendre vos mots, « la défiance de nos concitoyens n'épargne personne ». Ce qui se joue, ce n'est pas qu'une affaire de désaccord stratégique entre forces de gauche ou de différence de ligne politique entre le centre, la droite et nous ; c'est notre avenir comme démocratie, comme État de droit, comme République. (*Applaudissements sur les bancs du groupe SOC.*) C'est toujours la même question qui vous est posée, collègues du socle commun – elle l'est et le sera au cours de chaque débat parlementaire présent et à

venir : que préférez-vous : la soumission aux maîtres chanteurs du Rassemblement national ou la responsabilité républicaine, au prix de négociations exigeantes avec la gauche ? (*Applaudissements sur les bancs du groupe SOC. – Exclamations sur les bancs du groupe RN.*)

Monsieur le Premier ministre, nous vous avons écouté attentivement. Les Français attendaient de votre déclaration – et nous avec eux – un signe montrant que vous les entendiez. Comme commencement de réparation à l'égard de ce qu'ils ont vécu comme une brutalité, ils attendaient un signe ; ce signe, c'est la suspension de la réforme des retraites. La voici enfin ! (*Applaudissements sur les bancs du groupe SOC.*) C'est une victoire, assurément, pour les centaines de milliers de Français qui en bénéficieront chaque année : 3,5 millions de nos concitoyens, ce n'est pas rien ! (*Exclamations sur les bancs du groupe LFI-NFP.*)

M. Gérard Leseul. Eh oui !

M. Boris Vallaud. Pour eux, la vie va changer. J'invite ceux qui veulent tout ou rien – et qui souvent n'offrent rien – à considérer les choses sous cet angle. (*Applaudissements sur les bancs du groupe SOC.*) C'est la reconnaissance du combat mené par les organisations syndicales, que je veux ici remercier. C'est une fissure dans le dogme macroniste. Nous prenons cette suspension comme une victoire autant que comme un premier pas qui permet d'envisager les suivants : le blocage et l'abrogation. (*Applaudissements sur les bancs du groupe SOC. – Exclamations sur les bancs du groupe LFI-NFP.*)

Mme Sarah Legrain. Les partisans de l'abrogation sont majoritaires ici !

M. Boris Vallaud. Monsieur le Premier ministre, nous vous avons écouté attentivement. Comme gage de confiance dans le Parlement, vous avez accepté une nouvelle règle du jeu : renoncer au 49.3. Nous l'acceptons puisque nous l'avions – ainsi que toute la gauche d'ailleurs (*Exclamations sur les bancs du groupe LFI-NFP*) – demandée et que nous avons cette conviction : la démocratie meurt non de mouvement, mais d'immobilité.

Dans ce moment grave, les députés du groupe Socialistes et apparentés assument de ne pas vouloir livrer sans combat ici, dans l'hémicycle, la République à ses ennemis mortels ; ils assument de croire encore que le débat parlementaire entre forces républicaines est possible et qu'il peut changer la vie. En effet, je ne connais pas d'autres remèdes contre l'extrême droite et contre le fascisme que la justice, la République sociale, la reconnaissance de la valeur du travail, l'égalité dignité, l'école publique et la solidarité nationale. (*Applaudissements sur les bancs du groupe SOC. – M. Harold Huwart applaudit également.*) Je vous cite, monsieur le Premier ministre : « Ou bien la politique sert à quelque chose, [...] ou bien [...] la déception se répand autant que l'impuissance ». Je vous prends au mot. Si nous sommes tous attachés à la République, il nous faut faire ce pari pour donner un budget juste au pays, un budget qui protège les plus fragiles et fait contribuer les plus fortunés, un budget qui donne aux services publics les moyens de leurs missions et qui prépare l'avenir, à commencer par la transition écologique. (*Applaudissements sur les bancs du groupe SOC.*)

Mme Sarah Legrain. Quelle naïveté !

M. Louis Boyard. Vous ne l'aurez pas et vous le savez !

M. Boris Vallaud. Depuis des mois, nous nous battons avec des principes simples : épargner aux Français qui n'ont que leur force de travail pour vivre les efforts d'économies, soutenir leur pouvoir d'achat, mettre à contribution les grandes fortunes et les hauts patrimoines, qui ont trop

longtemps été les passagers clandestins de la solidarité nationale (*Mêmes mouvements*), réduire les déficits sans écraser la vie. Nos propositions sont plébiscitées par les Français.

Au cours des débats parlementaires, nous verrons qui se range du côté du peuple et en défend la cause,...

M. Louis Boyard. Vous n'êtes pas du côté du peuple!

M. Boris Vallaud. ... et qui protège les milliardaires parce qu'ils financent leurs médias et leurs think tanks, parce qu'ils promeuvent leur politique. (*Mêmes mouvements.*) Quand, pendant des semaines, nous défendions les Français qui travaillent,...

M. Dominique Potier. Bravo!

Mme Anne-Laure Blin. Vous êtes donc d'accord avec la fin de l'assistanat?

M. Boris Vallaud. ...le RN défendait les rentiers; quand nous défendions le pouvoir d'achat, le RN préparait une loi d'amnistie pour sa cheffe. L'establishment, c'est eux! La défense du capital, c'est eux! La justice à deux vitesses et la trahison, c'est eux! (*Mêmes mouvements.*)

Nous nous battons de toutes nos forces mais aussi de toutes nos armes. Vous renoncez au 49.3; nous n'en demeurons pas moins dans l'opposition et maîtres d'une sanction du gouvernement tout au long du débat budgétaire. (« *Macronistes!* » sur les bancs du groupe RN.) Nous ne croyons pas à la stabilité pour elle-même; nous ne croyons qu'à la stabilité dans la justice, qui fait reculer la misère et, avec elle, la colère. (*Applaudissements sur les bancs du groupe SOC.*)

Monsieur le Premier ministre, nous vous avons écouté attentivement. Vous avez parlé de faire contribuer les hauts patrimoines et les grandes entreprises,...

Mme Mathilde Panot. Deux fois moins que l'année dernière!

M. Boris Vallaud. ...et de la nécessité de soutenir le pouvoir d'achat. C'est heureux, mais c'est bien trop peu. Nous avons défendu une idée simple avec la taxe Zucman – et nous continuerons à le faire: il ne faut pas que les classes moyennes paient les impôts que devraient payer les hyper-riches (*Applaudissements sur les bancs du groupe SOC*); ni que les PME paient les impôts que devraient payer les multinationales. Je ne veux pas que mon voisin, dans les Landes, paie les impôts de Bernard Arnault (*Mêmes mouvements*);...

M. Sylvain Maillard. Il ne les paie pas!

M. Boris Vallaud. ...je ne veux pas que mon boulanger d'Aire-sur-l'Adour paie ceux de L'Oréal.

Nous voulions la garantie d'un débat loyal et ouvert. Vous nous en faites la promesse; nous veillerons à ce que vos mots se traduisent en actes. (*Mêmes mouvements.*) Le budget que vous proposez – je le dis sans fard, avec netteté et avec ce qu'il faut de colère –,...

Mme Sophia Chikirou. Houlà!

M. Boris Vallaud. ...est insupportable et gravement insuffisant. Il n'est pas question pour nous d'accepter le doublement des franchises médicales, le gel du barème de l'impôt sur le revenu et le gel des prestations, en un mot « l'année blanche », et donc le rythme insensé de réduction des déficits, inscrit dans votre budget, que vous proposez aux Français de l'Hexagone et des outre-mer. (*Mêmes mouvements.*)

M. Louis Boyard. Alors censurez!

M. Boris Vallaud. Vous confirmez la possibilité d'assouplir cette trajectoire; nous vous prenons au mot parce que vous ne pouvez pas réaliser 15 milliards d'économies sur le dos des hommes et des femmes qui travaillent sans rien demander à ceux dont le patrimoine a doublé en dix ans. (*Mêmes mouvements.*)

Mme Justine Gruet. Vous ne prenez rien à ceux qui ne travaillent pas! Ça s'appelle l'assistanat!

M. Boris Vallaud. Votre copie est amendable; comptez sur nous pour l'amender. Chacun devra assumer aux yeux des Français les choix qu'il fait. Votre point de départ ne sera pas notre point d'arrivée. Souvenez-vous en: nous sommes capables de faire des compromis (*Exclamations sur les bancs du groupe LFI-NFP*);...

M. Kévin Pfeffer. Des compromissions!

M. Boris Vallaud. ...nous en avons fait la démonstration. Nous sommes capables de renverser un gouvernement; nous l'avons fait par deux fois. Nous n'avons qu'une boussole: l'intérêt du pays, l'intérêt des Français.

M. Kévin Pfeffer. Et ton siège!

M. Boris Vallaud. Je mesure – et il nous en coûte – que nous faisons un pari, un pari risqué dont seul l'avenir nous dira ce qu'il est. Chacune et chacun d'entre nous ici, héritier de Gambetta ou de Jaurès (*Exclamations sur les bancs du groupe LFI-NFP*), de Mandel ou de Mendès France, de Simone Veil ou de Gisèle Halimi, du général de Gaulle ou de François Mitterrand, représentant de la belle et grande nation française, doit à cette heure se poser cette question simple et exigeante: en sommes-nous capables? Les socialistes répondent: il le faut. (*Les députés du groupe SOC se lèvent et applaudissent.*)

Mme la présidente. La parole est à M. Raphaël Schellenberger.

M. Raphaël Schellenberger (NI). Avant toute chose, permettez-moi de souligner la place particulière des députés non inscrits dans cette assemblée. Nous sommes peu nombreux, mais dans une situation politique que vous décrivez vous-même, monsieur le Premier ministre, comme fragile, chaque voix compte, y compris celle de ceux qui refusent les étiquettes toutes faites, les consignes automatiques et les fidélités imposées.

Vous venez de prononcer un discours de la méthode antimacroniste. Nous sommes beaucoup à en prendre acte avec satisfaction. Il n'est jamais trop tard! Vous revendiquez l'humilité, c'est déjà un progrès – mais après huit années de macronisme, cela ne suffira pas. Et surtout pas un grand débat de plus! Les Français ne sont pas dupes de vos écrans de fumée.

Voici ce qu'il reste de huit années de pouvoir vertical, d'opérations de communication et de mépris institutionnalisés: une République fatiguée, des institutions asphyxiées, une société fracturée. Toutefois, soyons honnêtes: vous n'êtes pas le seul responsable. De LFI au Rassemblement national, chaque parti a contracté le même mal: celui de la radicalisation permanente.

Il n'y a pas de fierté à la radicalité. Il n'y en a pas davantage à la trahison. Là où les partis politiques devraient structurer le débat d'idées, ils le perturbent au gré des slogans et des sondages d'opinion.

M. Louis Boyard. Nous, nous avons un programme.

M. Raphaël Schellenberger. On a vu les gaullistes devenir des supplétifs, les centristes transformer le fameux « en même temps » en réflexe de survie, les socio-démocrates s'effacer dans un brouillard indigne. Et désormais, même Gabriel Attal, en costume de loyaliste, ou Édouard Philippe, l'ancien héritier discipliné, semblent considérer le reniement non plus comme une faute mais comme un projet politique.

Je le dis avec regret, car je crois profondément au rôle structurant des partis dans une démocratie vivante, mais à l'heure des chaînes d'infos en continu et des réseaux sociaux, ils sont devenus plus souvent des amplificateurs de tension que des bâtisseurs de compromis; et ce glissement a été encouragé, méthodiquement, par l'Élysée.

Alors, oui, la France a besoin d'un budget. Censurer par principe n'aurait pas de sens, pas plus que donner un blanc-seing à un gouvernement sans cap ni destination. En huit ans, vous avez fini par abandonner l'idée même que la politique pouvait transformer le pays, que la politique pouvait changer la vie. Votre gouvernement est un gouvernement de techniciens, pas de stratèges; de gestionnaires, pas de bâtisseurs.

Les Français n'attendent pas qu'on leur explique que la situation est compliquée. Ils vivent cette difficulté tous les jours, avec leurs factures d'électricité et leur retraite amputée au fil des réformes, dans leurs territoires oubliés. Ce que vous appelez responsabilité, ils l'appellent incertitude.

Parlons à présent du fond. Lors du débat sur la réforme des retraites, je me suis opposé, avec quelques députés LR courageux, à une réforme inéquitable et mal née.

M. Pierre Cordier. Eh oui! J'en étais!

M. Raphaël Schellenberger. Voir aujourd'hui Les Républicains devenir les plus ardents défenseurs d'une réforme d'Élisabeth Borne et d'Emmanuel Macron après avoir tout fait pour s'ériger comme principal parti d'opposition à quelque chose de savoureux. La cohérence politique a parfois le sens de l'humour.

Vous annoncez, monsieur le Premier ministre, vouloir parler d'énergie, de réindustrialisation. Ces sujets sont, à mon sens, des priorités stratégiques, mais il est impossible de les traiter sans boussole politique, sans récit national.

Dans ces domaines comme dans d'autres, la difficulté de nous mettre d'accord ici n'est rien face aux difficultés que vivent chaque jour des millions de Français. Ce qui est en jeu, ce n'est pas notre stabilité, ni même notre confort parlementaire, c'est notre avenir collectif.

Enfin, vous parlez de gaullisme. La V^e République est née dans une époque similaire à la nôtre: l'explosion du débat partisan, une crise budgétaire et financière devenue indigeste, des institutions à bout de souffle. La réponse du général de Gaulle ne s'est pas limitée à faire adopter un budget; il a été capable de rassembler par-delà les clivages partisans autour d'un cap, d'une vision, d'une ambition pour la France. L'histoire a déjà connu des impasses politiques mais elle a rarement été clémente avec les gestionnaires de la fatalité.

Monsieur le Premier ministre, vous vous définissez comme un moine-soldat. Lorsque vous étiez secrétaire d'État à l'écologie, vous aviez déjà mis vos qualités au service d'Emmanuel Macron, agissant avec précision et sans discernement pour fermer Fessenheim. Je n'ai qu'une espérance: que cette fois, vous mettiez ces qualités au service de la France. La France n'a besoin ni d'un moine ni d'un soldat, elle a besoin d'authentiques républicains, au service

d'un idéal qui les dépasse: la France. (*M. Ian Boucard, Mme Constance de Pélichy et M. Harold Huwart applaudissent.*)

Mme la présidente. La parole est à M. le Premier ministre.

M. Sébastien Lecornu, Premier ministre. Mesdames et messieurs les députés, merci pour vos prises de parole. Je vais tâcher de répondre à celles et ceux qui sont encore présents et je ferai même le pari de répondre à celles et ceux qui sont partis. (*Sourires.*)

Monsieur le président Attal, merci d'avoir parlé de la France et des Français, et merci d'avoir évoqué les compromis, car c'est la philosophie du groupe que vous présidez – je peux en témoigner depuis de nombreux mois. Merci aussi d'avoir attrapé la balle au bond s'agissant de la réflexion sur la réforme des retraites. D'aucuns prendront cette suspension pour ce qu'elle n'est pas – je vois déjà une certaine presse de droite tentée de dire qu'au fond, cela reviendrait à signer un chèque en blanc.

M. Éric Ciotti. C'est le cas!

M. Sébastien Lecornu, Premier ministre. Il s'agit au contraire d'une opportunité. On voit bien, au travers des différents modèles qui ont pu être mis sur la table ou des espérances liées aux différentes manières de concevoir ce régime – auquel tout le monde, au fond, est attaché ici, comme en témoignent les interventions que nous avons entendues –, que le débat doit être nourri par la contribution des meilleurs experts, des partenaires sociaux, des parlementaires, des formations politiques.

Ce geste de la suspension est, au demeurant, bien plus qu'un geste, c'est une chose qui devra être débattue ici et sur laquelle je m'engagerai; et il faudra en même temps mener des concertations, qui permettront de remettre en selle des syndicats réformateurs. C'est aussi de cette manière que les syndicats patronaux pourront prendre des responsabilités. J'ai parfois entendu dire que le problème était macroéconomique. Non, le problème est aussi macroéconomique que microéconomique et c'est bien pourquoi j'ai affirmé que toutes les mesures qui seront prises devront être financées. Je sais que l'ensemble des partis de gouvernement ici présents en sont d'accord. Le ministre président Fesneau l'a également dit dans son intervention. Nous y reviendrons.

« Travail, travail, travail »: c'est ce que je retiens en premier lieu de l'intervention du président Wauquiez et il est vrai qu'on ne peut pas aborder le sujet des retraites sans évoquer celui du travail, la situation de celles et ceux qui travaillent, leurs revenus, l'incitation au travail, la récompense du travail.

M. Ian Boucard. Tout à fait!

M. Sébastien Lecornu, Premier ministre. Vous avez fait au cours de votre intervention plusieurs propositions et je ne doute pas que le ministre Farandou les ait entendues. Il faudra en effet réfléchir aux mesures d'incitation à travailler plus; vous avez cité les heures supplémentaires, d'autres formations politiques ont leurs propres idées – le Parti socialiste pense à la CSG, certains à la prime Macron. Je prends l'engagement devant vous qu'au cours du débat budgétaire, des mesures seront prises en vue d'améliorer le pouvoir d'achat de celles et ceux qui travaillent. Je souhaite que les parlementaires de votre groupe s'engagent dans cette discussion. (*Applaudissements sur plusieurs bancs du groupe DR.*)

Vous avez parlé de l'allocation sociale unique. Pardonnez-moi d'entrer dans les détails techniques, mais il faudra au préalable parvenir à créer un social.gouv.fr à l'image de

l'impots.gouv.fr que nous connaissons. Les avis divergeront peut-être, ensuite, dans cet hémicycle, quant à la manière de concevoir l'allocation unique, mais je sais, pour y avoir travaillé durant le mois qui s'est écoulé, que nous n'avancerons pas d'ici à la présidentielle sur ce dossier si nous ne sommes pas capables d'opérer un grand rapprochement entre les fichiers, entre les responsabilités. J'ai été maire et président de département et vous avez vous-même assumé des responsabilités au sein de collectivités : vous savez donc aussi bien que moi que le travail est colossal et devra commencer dès cet automne. Là encore, je m'engage devant vous à ce que nous progressions en la matière. (*Applaudissements sur quelques bancs du groupe DR.*)

S'agissant de la lutte contre les fraudes, un projet de loi a été déposé ce matin en conseil des ministres. Il appartient à présent aux parlementaires de s'emparer de ce texte, que je crois juste et équilibré. Il traite autant du social que du fiscal, des prestations que des cotisations, sans éluder le sujet des impôts, en particulier celui des niches, que vous avez été plusieurs à soulever. Soit on se montre ambitieux et les mesures que nous prendrons ne tarderont pas à porter leurs fruits pour la plus grande satisfaction de ceux qui tiennent les cordons de la bourse, soit on cède à l'idéologie et les rendements seront moindres. Les Françaises et les Français nous attendent au tournant et il faudrait être sourds pour ne pas entendre les messages qu'ils nous font passer. C'est bien évidemment un engagement que je prends devant vous.

Votre famille politique, vos parlementaires, les députés qui sont ici, ont soulevé d'autres questions, notamment celle de la sécurité. J'ai demandé au ministre de l'intérieur Laurent Nunez d'accélérer les discussions du texte relatif aux polices municipales et, au-delà, de la sécurité du quotidien. Nous ne pouvons pas continuer à expliquer à nos concitoyennes et concitoyens que des fichiers aussi peu sensibles que celui des cartes grises ne peuvent pas être consultés par les polices municipales. C'est absurde et le bon sens devra présider aux prochaines discussions. (*Applaudissements sur plusieurs bancs du groupe DR et sur quelques bancs du groupe HOR. – M. Jean-Michel Jacques applaudit également.*)

Je propose que nous avancions ensemble durant les trois prochains mois, afin de mener à bien notre mission avec bon sens et dans un esprit de responsabilité, mais aussi dans le respect de l'État de droit, comme l'a rappelé le président Fesneau. Cet engagement que je prends auprès de vous vaut pour toutes les formations politiques.

Concernant l'outre-mer, je ne pense pas que les rangs protocolaires des ministres donnent à voir les priorités gouvernementales. Dans la pratique, ce sont plutôt les qualités personnelles qui sont prises en considération. Si Manuel Valls fut ainsi ministre d'État, c'est bien en raison des grandes qualités dont il a témoigné lorsqu'il était Premier ministre. Je n'aurais jamais imaginé, monsieur Peu, que vous en arriveriez à regretter Manuel Valls, à qui je rends hommage, mais en tout état de cause, je peux témoigner de l'engagement de Mme Naïma Mouchou sur ces sujets.

Je n'ai pas cité tous les territoires, ainsi que l'a fait remarquer le président Naegelen – Mayotte, Saint-Pierre-et-Miquelon, Wallis-et-Futuna, la Polynésie française, etc. Que les choses soient claires concernant Mayotte, madame Youssouffa : l'ensemble des engagements qui ont été pris, y compris dans le cadre des textes relatifs à Mayotte adoptés ici même, cette année, en particulier à la suite du drame qui a frappé ce territoire, seront tenus et les lignes budgétaires prévues à cet effet seront bien au rendez-vous. Si je puis me permettre cette remarque, une censure du gouvernement,

en ce qu'elle empêcherait de discuter du budget, repousserait à une date indéterminée ces décisions importantes pour Mayotte – vous aurez bien compris que je ne dis pas cela pour vous, mais pour d'autres bancs de cet hémicycle.

D'autre part, on ne peut pas faire comme si je n'avais jamais abordé la question du 49.3 dans ma déclaration de politique générale.

Mme Marie Mesmeur. Il n'y a pas que le 49.3, il y a aussi les CMP et les ordonnances !

M. Sébastien Lecornu, Premier ministre. Mais qui vous a parlé d'ordonnances, madame la députée ? Vous avez demandé l'abandon du 49.3 : c'est fait. Prenez à présent vos responsabilités. (*Applaudissements sur les bancs du groupe EPR.*) N'ayez pas peur du Parlement, ni de la démocratie représentative. (*Exclamations sur les bancs du groupe LFI-NFP.*) Je vous prends au mot car c'est un moment de vérité : vos électrices et vos électeurs vous regardent.

Mme Marie Mesmeur. Pas d'ordonnances, alors ?

M. Sébastien Lecornu, Premier ministre. On ne vous parle pas de légiférer par ordonnances ; on vous demande simplement de ne pas empêcher la discussion des budgets de la nation et de la sécurité sociale. Ce n'est rien de plus que du bon sens et, pardon de vous le rappeler, vos électeurs vous ont élus pour cela : amender, discuter, voter ou refuser la copie budgétaire. (*Exclamations continues sur les bancs du groupe LFI-NFP.*) C'est la démocratie et vous ne pouvez pas le refuser de prime abord. (*Applaudissements sur quelques bancs des groupes EPR et HOR.*)

J'en profite pour répondre au président Vallaud que, par définition, le texte budgétaire entrera dans l'hémicycle pour y être discuté et amendé. Il évoluera au gré des discussions car les différentes interventions de cet après-midi montrent que les sujets qui feront débat ne manquent pas – les ministres en sont bien conscients. La vraie règle sera de permettre cet exercice parlementaire inédit pour que de la discussion entre ceux qui gouvernent et les oppositions émerge la copie la plus intelligible possible. Il y aura non des compromissions mais des compromis, qu'il faudra bâtir. Je prends bien la mesure du défi qui se présente aux présidents de groupe, au ministre en charge des relations avec le Parlement et à l'ensemble des ministres, mais c'est un défi qui mérite d'être relevé car nous croyons en la démocratie représentative.

Madame la présidente Panot, votre énergie est bien connue en ses murs. Si, pour reprendre les mots de Michel Barnier, j'ai du respect pour vous, il est une chose que je ne peux vraiment pas accepter de vous entendre dire : c'est que la France a participé à un génocide à Gaza. (*Applaudissements sur plusieurs bancs des groupes EPR, DR, Dem et HOR.*)

M. Louis Boyard. C'est pourtant la vérité !

M. Sébastien Lecornu, Premier ministre. Aucune arme française n'a été livrée à Tsahal. Alors que je ne cesse de le répéter depuis trois ans, vous maintenez ce mensonge. (*Exclamations sur les bancs du groupe LFI-NFP.*)

Vous ne faites jamais état des distributions de vivres, de denrées alimentaires et de médicaments réalisées par les forces armées françaises au bénéfice des populations de Gaza ! (*Applaudissements sur plusieurs bancs des groupes EPR, DR, Dem et HOR.*) Vous n'évoquez jamais ce que l'armée française a fait à Al-Arich avec le navire-hôpital *Dixmude* ! Vous ne parlez jamais de l'engagement de nos forces armées à la frontière, au sein de la Force intérimaire des Nations unies au Liban (Finul), alors que des soldats ont été blessés !

(Applaudissements sur plusieurs bancs des groupes EPR, DR, Dem et HOR. – Exclamations sur les bancs du groupe LFI-NFP.)

Arrêtez de caricaturer et de mentir sur la position de la France à propos d'un sujet aussi grave et aussi sensible! (*Applaudissements sur plusieurs bancs des groupes EPR, DR, Dem et HOR. – M. Yannick Favennec-Bécot applaudit également.*) Arrêtez de monter les Françaises et les Français les uns contre les autres! Si vous avez le droit de vous opposer et d'être brutale, vous n'avez pas celui de mentir sur un sujet aussi grave. C'est une question de dignité – et c'est pour la République! (*Vifs applaudissements sur les bancs des groupes EPR, DR, Dem et HOR, dont plusieurs députés se lèvent, ainsi que sur certains bancs du groupe RN.*)

Un député du groupe DR. Vive l'armée française!

M. Sébastien Delogu. Et Eurolinks? C'est vous qui mentez!

Mme la présidente. Monsieur Delogu, s'il vous plaît!

M. Sébastien Lecornu, Premier ministre. En conclusion, je me tiendrai à la disposition du Parlement autant qu'il le faudra, avec l'ensemble des ministres. Si je souhaite que le débat soit le plus franc possible et que la démocratie fonctionne, cela doit s'opérer dans le respect, notamment envers les membres du gouvernement.

Un bon chef doit défendre les membres de son équipe. Monsieur le président Chenu, les ministres ne sont ni des marionnettes ni des ventriloques! Lorsqu'un ancien président de la SNCF accepte d'entrer au gouvernement pour servir son pays, il ne s'agit pas d'un alibi. (*Applaudissements sur quelques bancs des groupes EPR et DR.*) Si le préfet de police de Paris, grand préfet de la République, accepte de devenir ministre de l'intérieur, ce n'est pas parce qu'il est une marionnette. Entendre un vice-président de l'Assemblée nationale parler à la tribune de Mme Touraine comme si

elle était dans la tombe me semble tout à fait inapproprié. (*Applaudissements sur plusieurs bancs des groupes EPR, SOC et Dem.*)

M. Erwan Balanant et M. Antoine Vermorel-Marquès. Oui, c'est honteux!

M. Sébastien Lecornu, Premier ministre. Je le dis d'autant plus facilement que je refuse d'entendre ce type de propos à l'encontre de Mme Le Pen.

M. Erwan Balanant. Ils ne respectent rien!

M. Sébastien Lecornu, Premier ministre. La question du respect des personnes est fondamentale dans notre démocratie. Le débat peut avoir lieu ici – nous l'attendons –, mais il doit se tenir dans la dignité. (*Applaudissements sur les bancs des groupes EPR et Dem, ainsi que sur quelques bancs du groupe DR. – Mme Marie-Agnès Poussier-Winsback applaudit également.*)

Mme la présidente. Le débat est clos.

6

ORDRE DU JOUR DE LA PROCHAINE SÉANCE

Mme la présidente. Prochaine séance, demain, à quatorze heures:

Questions au gouvernement.

La séance est levée.

(La séance est levée à dix-huit heures.)

Le directeur des comptes rendus

Serge Ezdra